

RAPPORT ANNUEL FSPOEIE 2013

Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Etablissements Industriels de l'Etat

Caisse des Dépôts - Direction des retraites et de la solidarité
rue du vergne - 33059 Bordeaux cedex

www.cdc.retraites.fr



RETRAITES
ET SOLIDARITE

Le rapport annuel se présente comme suit :

I. LE RAPPORT DE GESTION 2

Il analyse la situation du régime, les évolutions constatées entre les deux derniers exercices et complète ou détaille les informations relatives à l'activité. Il présente également des éléments prévisionnels.

II. LES COMPTES ANNUELS – L'AUDIT DES COMPTES32

A. Le bilan, le compte de résultat et l'annexe comptable

Le bilan décrit séparément, à la clôture de l'exercice, les éléments actifs et passifs du fonds et fait apparaître de façon distincte les capitaux propres.

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître par différence l'excédent ou le déficit de l'exercice.

L'annexe comptable complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, d'une part, en mettant en évidence tout fait significatif et, d'autre part, en indiquant toutes les explications nécessaires à une meilleure compréhension du bilan et du compte de résultat.

B. L'audit des comptes

Les cabinets Mazars et PricewaterhouseCoopers audits effectuent une mission d'audit et de contrôle des comptes du FSPOEIE portant sur les comptes annuels ci-dessus mentionnés. A l'issue de leur intervention, ils émettent un rapport d'audit joint au présent document.

| | |
|---|----|
| Présentation générale | 3 |
| Financement du fonds | 4 |
| Gestion administrative | 5 |
| Gestion financière | 6 |
| Indicateurs | 7 |
| Statistiques | 9 |
| Frais de gestion | 22 |
| Partenariat et communication | 25 |
| Evolution et perspectives | 26 |

PRESENTATION GENERALE

Le Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE) constitue un régime spécial de retraites.

Institué par la loi du 21 mars 1928, afin de créer un cadre commun à l'ensemble des ouvriers de l'Etat, il assure, selon le principe de la répartition, la couverture des risques vieillesse et invalidité des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

- Par décrets n° 65-836 du 24 septembre 1965 et n° 67-711 du 18 août 1967, la gestion administrative, financière et comptable du fonds a été confiée à la Caisse des dépôts.
- La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a modifié notamment la réglementation relative aux retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (articles 40, 42 à 64 et 66).
- Les décrets d'application pour le Fonds spécial n° 2004-1056 et 2004-1057 ont été publiés au Journal Officiel le 7 octobre 2004. Ainsi, l'article 51 du décret 2004-1056 a abrogé les décrets n° 65-836 et 67-711 à l'exception du titre II.
- Dans le cadre de la réforme des retraites, introduite par la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010, les décrets n° 2004-1056 et 2004-1057 ont été modifiés par les décrets n° 2010-1740, 2010-1741, 2010-1744, 2011-796 et 2011-620.

La particularité de ce régime porte sur la nature même des établissements industriels de l'Etat employeurs et sur les modes de rémunération. Ces rémunérations sont basées sur les salaires horaires pratiqués dans l'industrie métallurgique privée et nationalisée de la région parisienne pour la majorité des ouvriers (96 %).

Les besoins de financement du FSPOEIE sont couverts d'une part par les retenues à la charge des ouvriers et les contributions des établissements employeurs, d'autre part par une subvention d'équilibre et en troisième lieu par le versement de la compensation généralisée.

Un programme spécifique du compte d'affectation spéciale "Pensions" retrace l'ensemble des avantages viagers dont l'Etat est redevable.

- Ce programme retranscrit les opérations inscrites au FSPOEIE, tant en recettes qu'en dépenses, y compris celles qui précédemment n'étaient pas retracées dans les comptes de l'Etat, telles les charges relatives au paiement des pensions elles-mêmes.
- Ceci implique de retranscrire dans la comptabilité budgétaire de l'Etat la quasi-totalité des écritures du fonds (celles retracées dans son compte de résultat) et de les classer selon la nomenclature par nature et par destination du programme.

FINANCEMENT DU FONDS

Les besoins de financement du Fonds sont couverts :

1. par les cotisations

- Taux de la retenue à la charge des ouvriers au 1^{er} janvier 2013 : 8,76 %

Depuis le 1^{er} février 1991, le taux de la retenue pour pension des personnels de l'Etat était de 7,85 %.

Il augmente à compter du 1^{er} janvier 2011 par application de l'article 1 du décret n°2010-1749 du 30 décembre 2010, modifié par l'article 7 du décret n°2012-847 du 2 juillet 2012, puis par l'article 8 du décret n°2013-1290 du 27 décembre 2013 qui fixe les taux de la cotisation ouvrière de 2014 à 2020, année à compter de laquelle il sera de 10,86 %.

- Taux de la contribution à la charge des employeurs au 1^{er} janvier 2013 : 33,23 %

Ce taux avait été fixé à 10,34 % par le décret n° 91-239 du 1^{er} février 1991, à 24 % au 1^{er} janvier 1999 par le décret n°98-1169 du 21 décembre 1998, puis à 27% au 1^{er} janvier 2009, à 30% au 1^{er} janvier 2010 et 33% au 1^{er} janvier 2011 par le décret n°2008-1328 du 15 décembre 2008.

L'article 1 du décret n°2008-1328 du 15 décembre 2008 a été modifié par l'article 1 du décret n°2011-2079 du 30 décembre 2011 qui prévoit, à compter du 1^{er} janvier 2012, une indexation du taux de la contribution employeur sur le rapport entre le montant des cotisations patronales d'assurance vieillesse dues au régime général de sécurité sociale et le salaire plafond fixé par l'article D242-16 du code de la sécurité sociale.

Le taux de la contribution a ainsi évolué de 33% du 1^{er} janvier au 30 octobre 2012 à 33,23% du 1^{er} novembre 2012 au 31 décembre 2013.

2. par une subvention d'équilibre

Celle-ci est inscrite sur les programmes ministériels rémunérant des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. Cette subvention est versée par les différents ministères, selon les proportions et le calendrier suivants : 60 % au premier trimestre de l'exercice et les 40 % restants à la fin du deuxième trimestre.

3. par la compensation

Un versement était assuré depuis l'exercice 2006 au titre de la compensation généralisée vieillesse entre régimes de base de sécurité sociale et de la compensation spécifique entre régimes spéciaux pour le risque vieillesse. Ce second niveau de compensation a pris fin le 1^{er} janvier 2012.

GESTION ADMINISTRATIVE

Les différentes fonctions de gestion sont réparties selon trois activités :

1. Le recouvrement des cotisations
 - recouvrement auprès des personnes morales et des personnes physiques.
2. La gestion des affiliés et le contrôle de la liquidation des pensions
 - les opérations relatives aux ouvriers en activité relevant de tous les ministères employeurs
 - les opérations de contrôle de la liquidation des droits à pension et accessoires de pension des ouvriers relevant de tous les ministères employeurs dont le plus important est celui de la Défense.
3. La gestion des pensions
 - les actes de gestion au bénéfice des pensionnés : changements d'adresse, de compte, minima sociaux, cotisations sociales ...
 - la production de la paie mensuelle.

La Caisse des dépôts, en sa qualité de gestionnaire du fonds, assure également le traitement des affaires générales, le suivi des contentieux et le pilotage économique, comptable et financier.

GESTION FINANCIERE

Sur les marchés financiers, l'année 2013 a été marquée par :

- 1- La sortie de récession de la zone euro mi-2013 mais le retour d'un risque de déflation et l'avancée sur l'union bancaire.
- 2- Deux nouvelles baisses de taux en mai et novembre initiées par la Banque Centrale Européenne (taux de refinancement désormais à 0,25 % en zone euro), et l'introduction d'une « orientation des anticipations » (« *forward guidance* ») en juillet.
- 3- Des taux courts qui restent à des niveaux très bas, mais des anticipations de sortie de l'assouplissement quantitatif de la réserve fédérale américaine qui ont généré de la volatilité sur les maturités plus longues.

Une gestion de trésorerie prudente

Dans ce contexte de faiblesse des taux d'intérêt, la gestion de la trésorerie a procédé tout au long de l'année à des placements sur des OPCVM de catégories AMF « monétaires court terme » et « monétaire » présentant une forte liquidité et une progression toujours positive de leurs valeurs liquidatives.

Résultat financier 2013

Le résultat financier 2013 s'établit 0,93 M€, en baisse de 50% par rapport à 2012 (1,86 M€). Ce résultat est essentiellement composé de plus-values dégagées tout au long de l'année à l'occasion des ventes d'OPCVM permettant de couvrir les échéances mensuelles de pension.

Cette baisse d'une année sur l'autre du résultat financier est principalement due à la forte dégrèvement des taux d'intérêt en 2013 (le taux de référence du marché monétaire, l'Eonia, atteignant une moyenne en 2013 de 0,09%, contre 0,23% en 2012), et ce malgré un encours moyen de placement supérieur.

L'encours moyen des placements en OPCVM de trésorerie sur 2013 s'établit en effet à 477 M€ (prix de revient, données quotidiennes, avec un maximum à 845 M€ au 22/01/13) en hausse comparé à 2012 (311 M€).

Sur cette période, la performance des placements s'établit à +0,23%, et est supérieure à la performance de la référence du marché monétaire (l'EONIA capitalisé enregistré sur l'année 2013 une progression de 0,09%).

INDICATEURS

REPARTITION ET EVOLUTION DES PRINCIPAUX ACTES DE GESTION

| Processus | Actes de gestion | Nombre de dossiers traités | | Evolution |
|---|---|----------------------------|--------|-----------|
| | | 2012 | 2013 | 2012/2013 |
| Gérer les droits | Affiliation/mutation ¹ | 317 | 194 | -38,8% |
| | Sortie de régime | 171 | 126 | -26,3% |
| | Validation (réception d'annulations et demandes de remboursement de cotisations) ² | 1 462 | 698 | -52,3% |
| | Annulation de pension | 4 834 | 4 914 | 1,7% |
| Liquider les retraites et payer | Reconnaissance/liquidation d'un droit | 4 416 | 3 657 | -17,2% |
| | Révision d'un droit | 1 108 | 975 | -12,0% |
| | Avances sur pension | 1 775 | 2 096 | 18,1% |
| | Oppositions | 2 601 | 2 827 | 8,7% |
| | Recouvrement d'une créance ³ | 207 | 166 | -19,8% |
| Recouvrer et maîtriser les cotisations | Recyclage des anomalies de virement | 1 038 | 739 | -28,8% |
| Assister les mandants | Recours contentieux | 26 | 18 | -30,8% |
| Communiquer et informer les clients | Appels traités ⁴ | 36 062 | 35 878 | -0,5% |
| | Envois RIS et EIG ⁵ | 6 669 | 4 957 | -25,7% |

¹ Le périmètre des mutations pris en compte est limité aux mutations avec transfert de personnel.

² Le périmètre des validations a été élargi aux demandes de remboursement de cotisations

³ Dossiers suivis par le service recouvrement et terminés dans l'année : actions en répétition de l'indu (sur personnes physiques) et actions en réparation civile (auprès des tiers responsables)

⁴ par le centre d'appels

⁵ dont 6 033 de campagne en 2012 et 4 399 en 2013

Les oppositions :

Les oppositions signifiées aux pensionnés du FSPOEIE sont :

- les avis à tiers détenteurs, signifiés par l'administration fiscale
- les oppositions au titre des pensions alimentaires, signifiées par voie de justice
- les saisies des rémunérations
- les oppositions à tiers détenteur
- les oppositions amiables
- les cessations des rémunérations

Les recours contentieux

Au cours de l'année 2013, le FSPOEIE a été saisi de 12 recours formés devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

5 portent sur le calcul de la pension, 2 sont des recours indemnitaires formés consécutivement au refus de l'IGN de valider des services, 2 sont relatifs à l'émission du brevet de pension pour des dossiers sous avance, 1 est relatif à la reconnaissance du droit à la bonification pour enfants, 1 est relatif à l'allocation versée aux ouvriers exposés à l'amiante, 1 porte sur la date de liquidation de la pension.

Les tribunaux ont rendu 23 décisions dont 20 sont favorables au régime et 3 sont défavorables. Le taux de décisions favorables est donc proche de 87%.

Deux décisions défavorables sont des non lieux prononcés par le tribunal après que le ministère employeur ait spontanément décidé de réviser les pensions, la troisième est représentée par un arrêt intervenu en matière de cumul de pension de réversion par lequel le Conseil d'Etat a considéré que les ayants cause peuvent opter pour la pension la plus avantageuse.

Parmi les décisions favorables figurent :

- les décisions relatives aux avantages familiaux : majoration et bonification pour enfants. Les juridictions refusent de reconnaître le caractère discriminatoire des dispositions qui imposent aux agents masculins d'avoir interrompu leur activité à l'occasion de la naissance de leurs enfants. En outre les juridictions opposent le délai d'un an aux demandes de révision de pension formulées à ce titre, présentées tardivement.
- les décisions qui portent sur les éléments à prendre en compte dans le calcul de la pension : émoluments de base, primes...
- les partages de pension de réversion effectués par le fonds sur le fondement de la jurisprudence du Conseil d'Etat
- la durée cotisée pour bénéficier d'un départ à la retraite au titre des carrières longues.

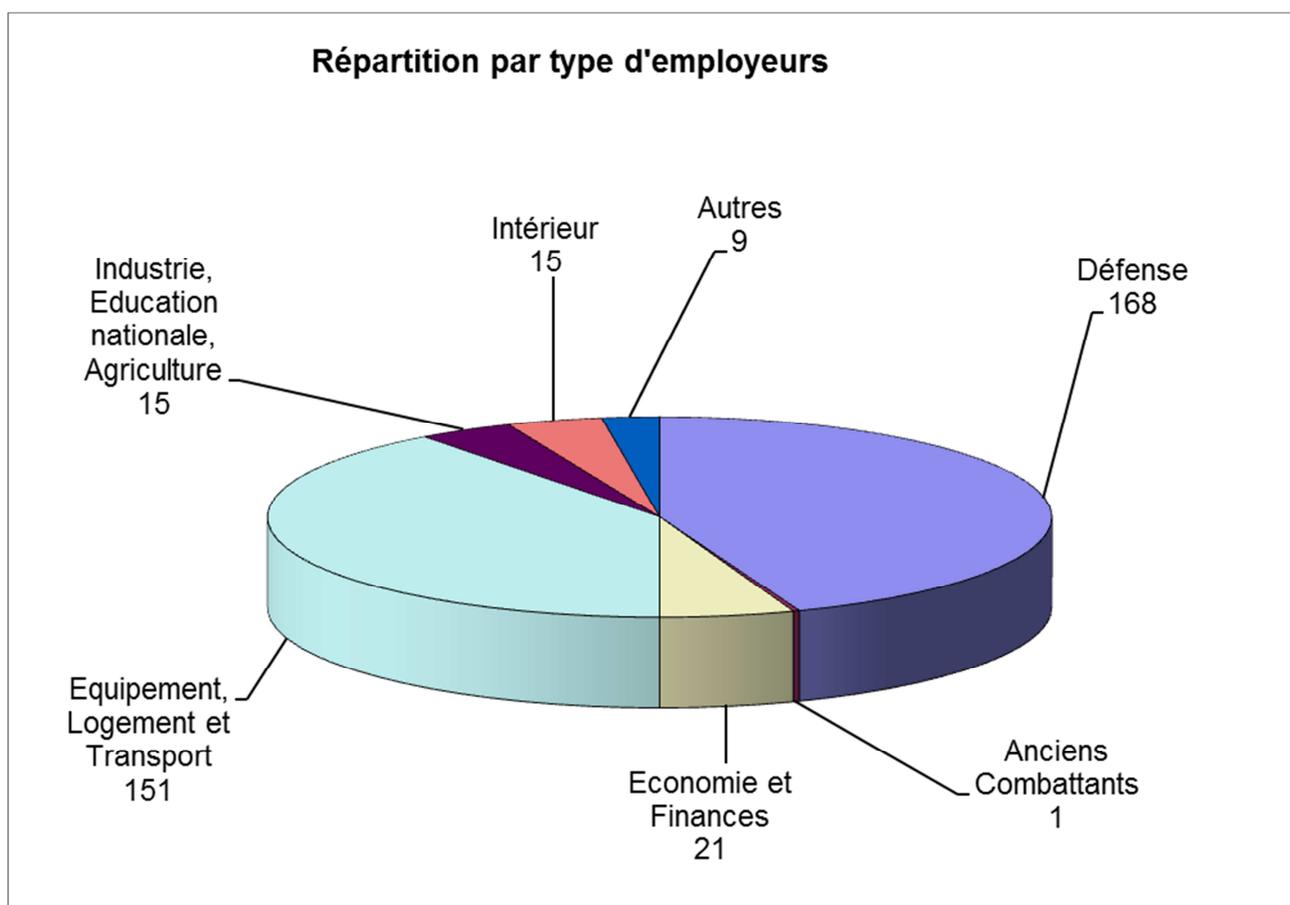
STATISTIQUES

LES EMPLOYEURS

Le FSPOEIE compte, au 31 décembre 2013, 380 établissements immatriculés et en activité, qui se répartissent de la façon suivante :

- Défense : 168 ;
- Equipement, Logement et Transport : 151 ;
- Anciens combattants : 1 ;
- Intérieur : 15 ;
- Industrie, Education nationale, Agriculture : 15 ;
- Economie et Finances : 21 ;
- Autres : 9.

REPARTITION DES ETABLISSEMENTS PAR TYPE D'EMPLOYEURS
au 31 décembre 2013



LES COTISANTS

L'effectif cotisant décroît régulièrement depuis 1986.

Cette évolution a été accentuée par les possibilités données à certains ouvriers d'Etat de cesser leur activité par anticipation à partir de 52 ou 55 ans.

Ces mesures sont liées à la réduction d'effectifs, à la fermeture ou la réorganisation de certains établissements du ministère de la Défense, qui emploie plus des trois quarts des effectifs cotisants relevant du régime.

- La première mesure a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par les décrets n°96-394 du 7 mai 1996 pour la Défense, et n°96-433 du 17 mai 1996 pour la société Giat-Industries, puis reconduite pour les ouvriers de la Défense (hors Giat) jusqu'au 31 décembre 2002 par le décret n°99-328 du 29 avril 1999.
- Les décrets n°98-358 et 98-359 du 12 mai 1998 ont institué une cessation anticipée d'activité à 52 ans, particulière aux ouvriers d'Etat relevant de la direction des Constructions navales et de la société Giat-Industries. Cette possibilité de départ à 52 ans a été reconduite pour les ouvriers de Giat-Industries jusqu'au 31 décembre 2001 par le décret n°2001-229 du 15 mars 2001.
- Par ailleurs, le décret n°2001-1269 du 21 décembre 2001 permet l'attribution d'une allocation spécifique de cessation anticipée d'activité au titre de l'amiante à certains ouvriers de l'Etat relevant du ministère de la Défense qui sont ou ont été employés dans des établissements ou parties d'établissement de construction et de réparation navales de ce ministère, sous certaines conditions.
- Le décret n°2004-485 du 3 juin 2004 permet l'attribution d'un congé particulier de fin d'activité à certains ouvriers de Giat-Industries âgés d'au moins 55 ans qui ont formulé leur demande au plus tard le 31 décembre 2007, sous réserve qu'ils remplissent des conditions définies dans le décret susvisé.
- Le décret n°2008-603 du 26 juin 2008 définit les modalités de prise en compte du dispositif prévu par un accord d'entreprise de la Monnaie de Paris pour la constitution et la liquidation des droits à pension et la protection sociale.
- La loi n°2009-1291 du 26 octobre 2009 modifiée par l'article 119 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 présente l'évolution de la situation des ouvriers des parcs dans le cadre du transfert des parcs de l'équipement aux départements. Les modalités de transfert doivent être précisées par décret en Conseil d'Etat.
- Enfin, le décret n°2013-184 du 28 février 2013 permet l'attribution d'un congé de reclassement aux ouvriers de l'Etat du ministère de la Défense dont l'emploi est affecté par une restructuration ou dont l'activité est transférée.

On constate au 31 décembre 2013, une baisse du nombre des cotisants de 6,7% par rapport à l'année 2012. L'effectif, à cette date, s'établit à 37 108 cotisants contre 39 761, un an plus tôt.

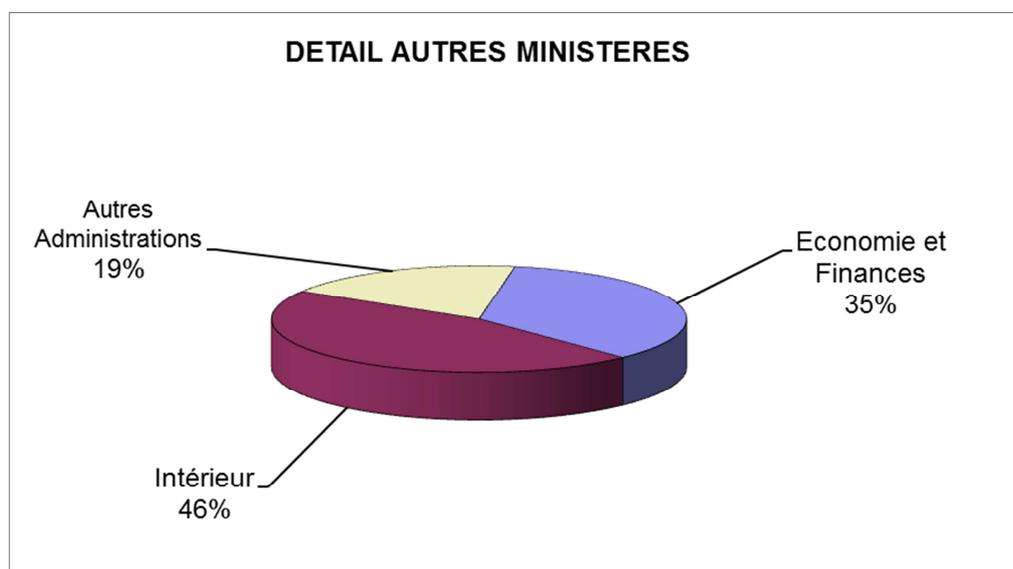
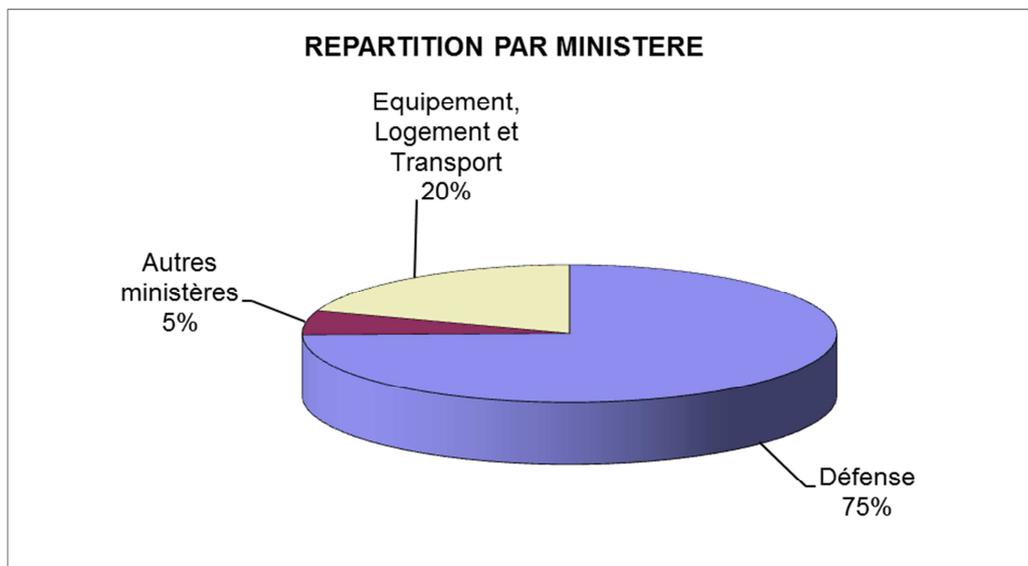
Cette baisse s'explique en grande partie par des départs plus importants que les recrutements. Le ministère de la Défense reste le principal employeur avec 75 % des effectifs, soit 27 710 cotisants suivi du ministère de l'Equipeement, du Logement et des Transports avec 7 305 cotisants, soit 20 % de la population.

LES COTISANTS

Le FSPOEIE compte au 31 décembre 2013, 37 108 cotisants, qui se répartissent de la façon suivante :

- Défense : 27 710
- Equipement, Logement et Transport : 7 305
- Economie et Finances : 735
- Intérieur : 960
- Autres ministères : 398

REPARTITION DES COTISANTS PAR TYPE D'EMPLOYEURS au 31 décembre 2013



LES PENSIONNES

Au 31 décembre 2013, le fonds compte 101 784 pensionnés et 2 336 pensions payées sous avances.

L'effectif des pensionnés enregistre une baisse en 2013 de - 1,51% (103 348 pensionnés en 2012).

Le fonds dénombre 66 904 pensions de droit direct et 34 880 pensions de droit dérivé, soit 101 784 pensions versées en titre définitif. Ainsi, les pensionnés de droit direct occupent une place prépondérante dans cette population, puisqu'ils représentent 65,73% de l'effectif total.

Il résulte de la baisse de l'effectif des cotisants et de la baisse de l'effectif des pensionnés une légère diminution du rapport démographique, qui s'établit fin 2013 à 0,36 cotisant pour 1 retraité.

REPARTITION DES PENSIONNES PAR NATURE DE DROIT ET PAR SEXE au 31 décembre 2013

| NATURE DE PENSION | DROITS DIRECTS | | | DROITS DERIVES | | | TOTAL | | |
|-------------------|----------------|------------|--------|----------------|------------|--------|------------|------------|---------|
| | Vieillesse | Invalidité | TOTAL | Vieillesse | Invalidité | TOTAL | Vieillesse | Invalidité | TOTAL |
| Hommes | 49 487 | 3 533 | 53 020 | 679 | 399 | 1 078 | 50 166 | 3 932 | 54 098 |
| Femmes | 11 948 | 1 936 | 13 884 | 23 661 | 10 141 | 33 802 | 35 609 | 12 077 | 47 686 |
| TOTAL | 61 435 | 5 469 | 66 904 | 24 340 | 10 540 | 34 880 | 85 775 | 16 009 | 101 784 |

LES PENSIONNES

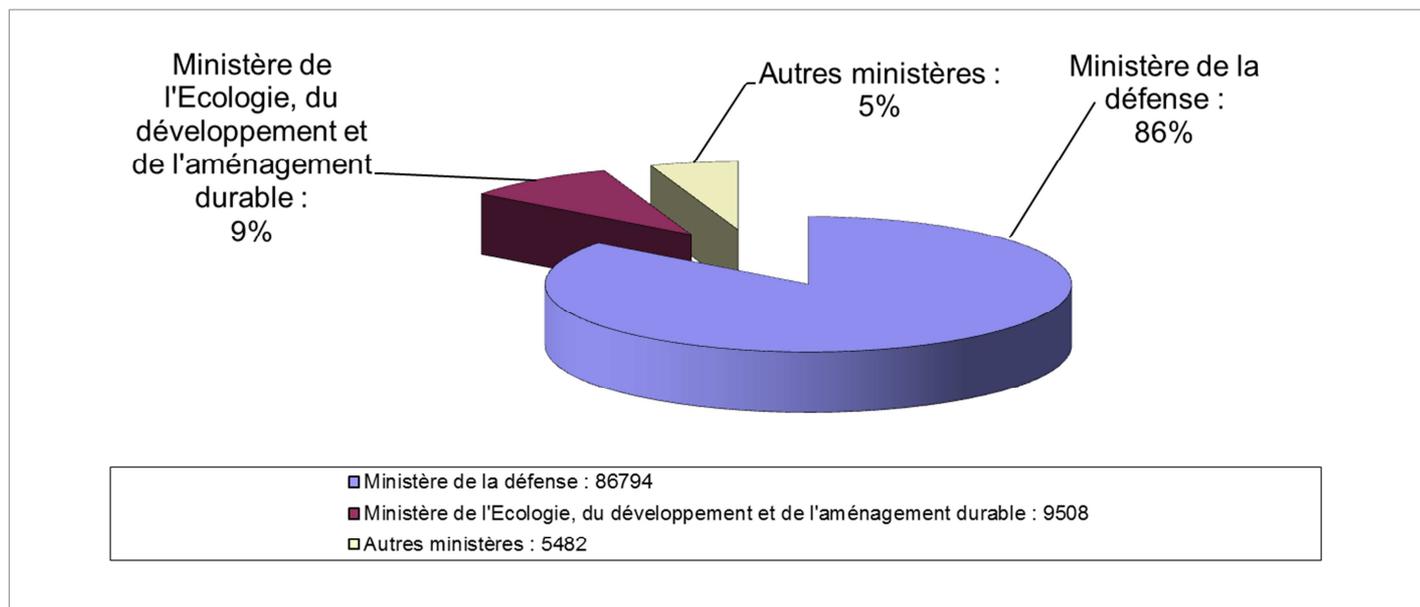
AGE MOYEN DES PENSIONNES PAR TYPE DE PENSION, RISQUE ET SEXE
au 31 décembre 2013

| Type de pension | Vieillesse | | | Invalidité | | | Total | | |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Personnelle | 72,9 | 73,4 | 73,0 | 70,8 | 74,3 | 72,0 | 72,8 | 73,5 | 72,9 |
| Veuf | 80,9 | | 80,9 | 74,8 | | 74,8 | 78,4 | | 78,4 |
| Veuve | | 82,6 | 82,6 | | 75,6 | 75,6 | | 80,5 | 80,5 |
| PPOI * | 64,5 | 69,1 | 67,0 | 50,6 | 54,4 | 52,8 | 61,6 | 65,4 | 63,7 |
| PTOI * | 58,1 | 58,2 | 58,1 | 47,2 | 48,4 | 47,7 | 54,7 | 55,8 | 55,3 |
| Droit dérivé | 75,2 | 82,4 | 82,2 | 70,2 | 75,4 | 75,2 | 73,3 | 80,3 | 80,1 |
| Total | 72,9 | 79,4 | 75,6 | 70,8 | 75,3 | 74,2 | 72,8 | 78,3 | 75,4 |

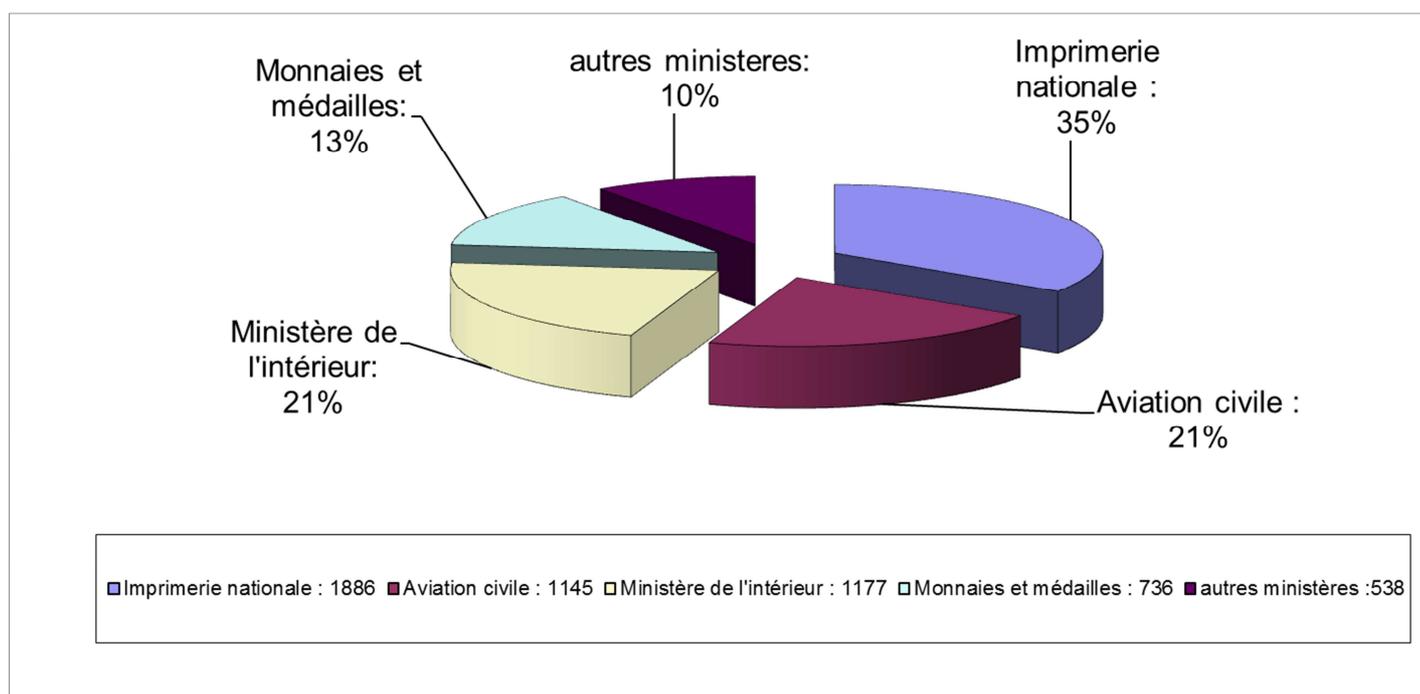
PPOI* : Pension principale d'orphelin infirme
PTOI* : Pension temporaire d'orphelin infirme

LES PENSIONNES

REPARTITION DES PENSIONNES PAR MINISTERE au 31 décembre 2013
(hors avances)



REPARTITION DES PENSIONNES AU SEIN DES AUTRES MINISTERES au 31 décembre 2013
(hors avances)



LES COTISANTS ET LES PENSIONNES

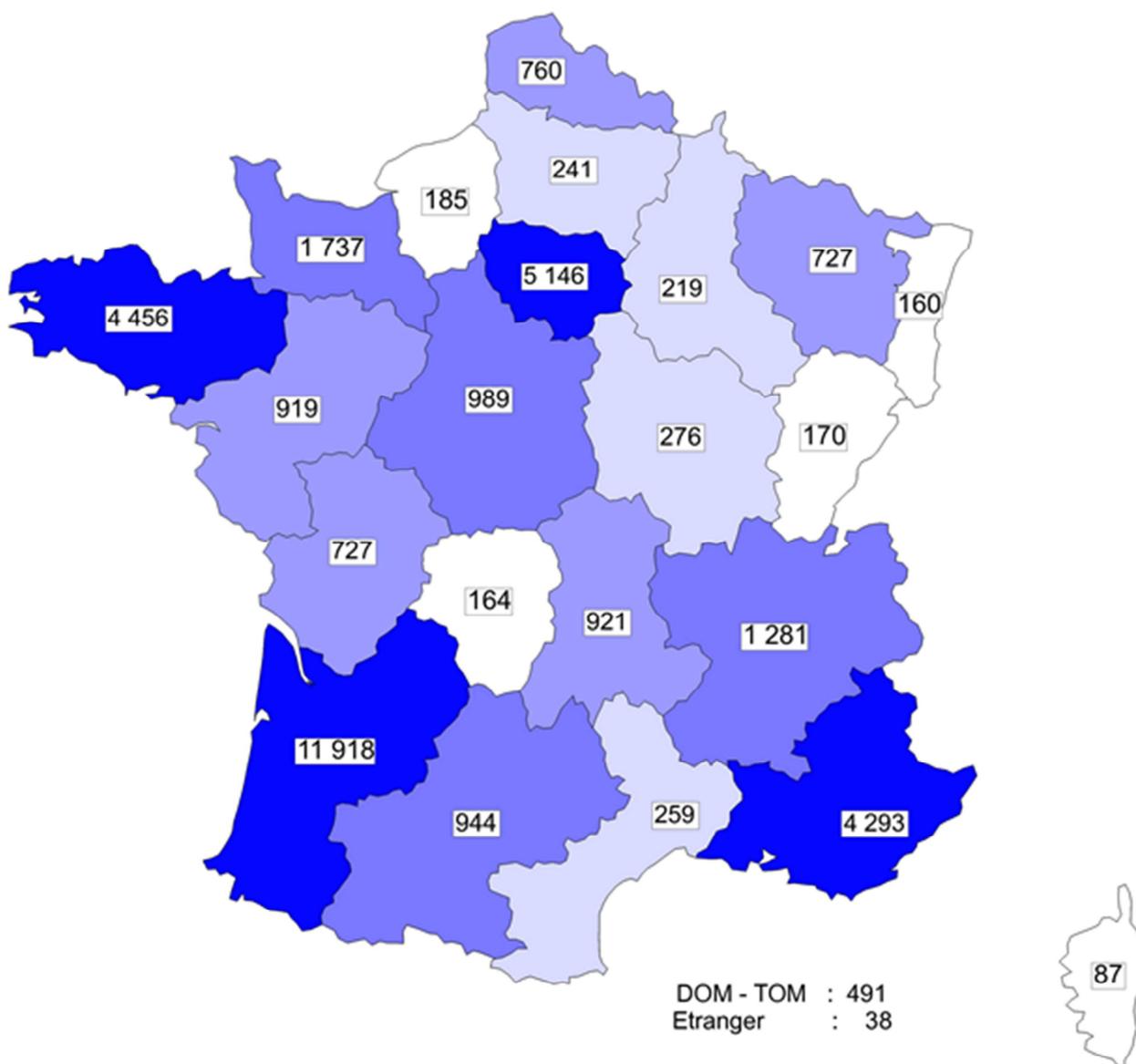
REPARTITION REGIONALE DES COTISANTS ET DES PENSIONNES
au 31 décembre 2013

| REGIONS | COTISANTS | PENSIONNES |
|----------------------------|-----------|------------|
| ALSACE | 160 | 1 069 |
| AQUITAINE | 11 918 | 6 650 |
| AUVERGNE | 921 | 2 794 |
| BASSE-NORMANDIE | 1 737 | 4 689 |
| BOURGOGNE | 276 | 2 287 |
| BRETAGNE | 4 456 | 14 877 |
| CENTRE | 989 | 7 252 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 219 | 1 482 |
| CORSE | 87 | 566 |
| FRANCHE-COMTE | 170 | 811 |
| HAUTE-NORMANDIE | 185 | 952 |
| ILE-DE-FRANCE | 5 146 | 9 209 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 259 | 2 744 |
| LIMOUSIN | 164 | 2 281 |
| LORRAINE | 727 | 2 143 |
| MIDI-PYRENEES | 944 | 6 700 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 760 | 1 484 |
| PAYS DE LA LOIRE | 919 | 4 197 |
| PICARDIE | 241 | 963 |
| POITOU-CHARENTES | 727 | 4 217 |
| PROVENCE-ALPES-COTE D AZUR | 4 293 | 15 959 |
| RHONE-ALPES | 1 281 | 6 418 |
| DOM - TOM | 491 | 1 086 |
| ETRANGER | 38 | 945 |
| INCONNU | | 9 |
| TOTAL | 37 108 | 101 784 |

* Hors paiement avances

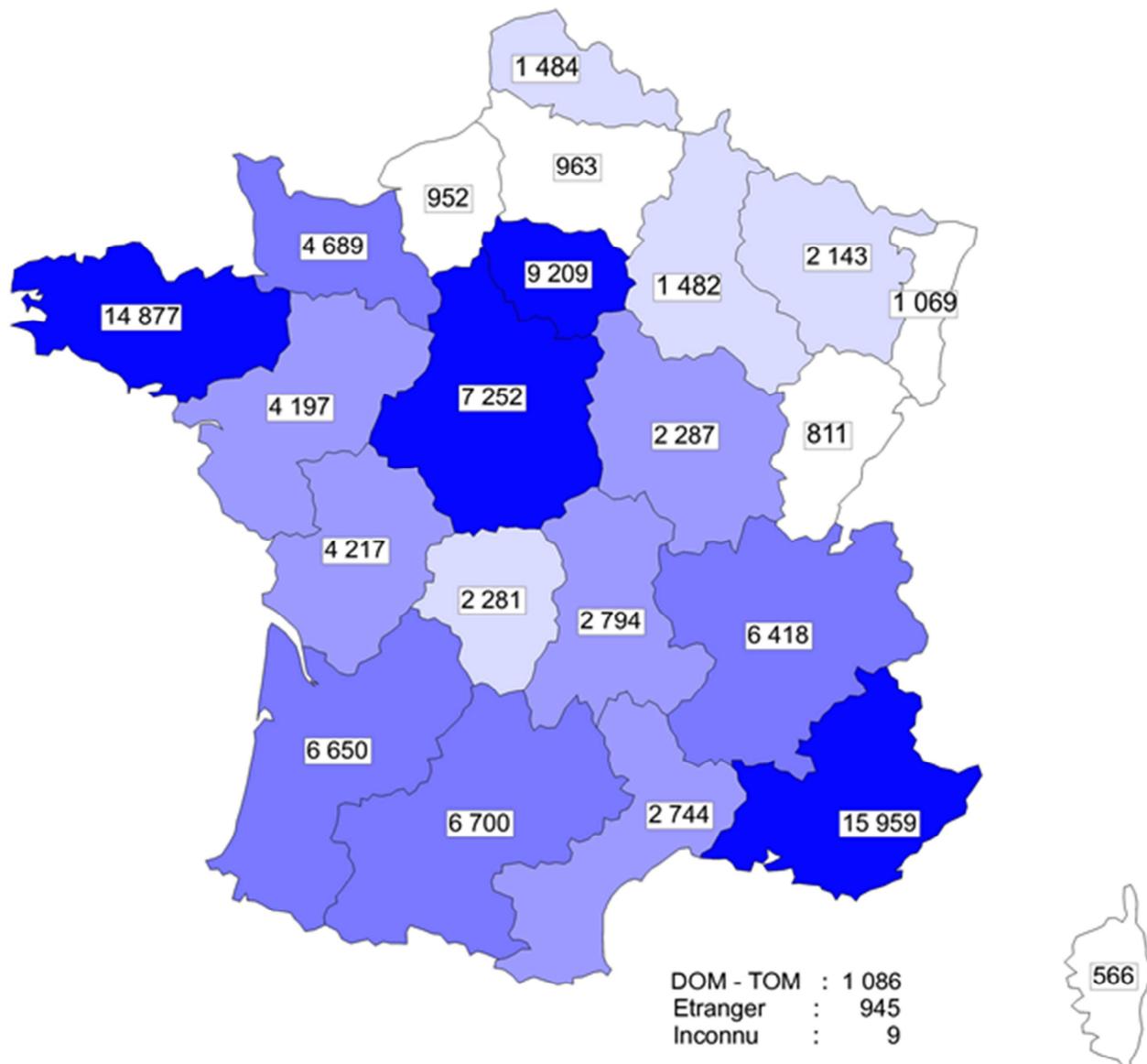
LES COTISANTS

REPARTITION REGIONALE DES COTISANTS au 31 décembre 2013



LES PENSIONNES

REPARTITION REGIONALE DES PENSIONNES au 31 décembre 2013



LE RAPPORT DE GESTION

LES COTISANTS ET LES PENSIONNES

REPARTITION PAR DÉPARTEMENT au 31 décembre 2013

| DEPARTEMENTS | NOMBRE | | DEPARTEMENTS | NOMBRE | |
|--------------------------|-----------|------------|--------------------------|---------------|----------------|
| | Cotisants | Pensionnés | | Cotisants | Pensionnés |
| 01 Ain | 129 | 496 | 50 Manche | 1 651 | 4 155 |
| 02 Aisne | 66 | 450 | 51 Marne | 102 | 720 |
| 03 Allier | 131 | 676 | 52 Haute-Marne | 64 | 297 |
| 04 Alpes de Hte Provence | 41 | 194 | 53 Mayenne | 27 | 160 |
| 05 Hautes-Alpes | 40 | 180 | 54 Meurthe-et-Moselle | 485 | 768 |
| 06 Alpes Maritimes | 48 | 586 | 55 Meuse | 36 | 193 |
| 07 Ardèche | 49 | 211 | 56 Morbihan | 1 060 | 4 816 |
| 08 Ardennes | 27 | 77 | 57 Moselle | 151 | 981 |
| 09 Ariège | 28 | 174 | 58 Nièvre | 32 | 571 |
| 10 Aube | 27 | 388 | 59 Nord | 218 | 992 |
| 11 Aude | 4 | 354 | 60 Oise | 124 | 294 |
| 12 Aveyron | 33 | 153 | 61 Orne | 26 | 125 |
| 13 Bouches du Rhône | 542 | 2 414 | 62 Pas-de-Calais | 543 | 492 |
| 14 Calvados | 60 | 409 | 63 Puy-de-Dôme | 684 | 1 733 |
| 15 Cantal | 54 | 140 | 64 Pyrénées-Atlantiques | 64 | 553 |
| 16 Charente | 426 | 1 898 | 65 Hautes-Pyrénées | 50 | 2 209 |
| 17 Charente Maritime | 207 | 1 278 | 66 Pyrénées Orientales | 56 | 536 |
| 18 Cher | 462 | 2 795 | 67 Bas-Rhin | 88 | 720 |
| 19 Corrèze | 75 | 1 240 | 68 Haut-Rhin | 72 | 349 |
| 20 Corse | 87 | 566 | 69 Rhône | 288 | 1 125 |
| 21 Côte-d'Or | 173 | 665 | 70 Haute-Saône | 67 | 236 |
| 22 Côtes-d' Armor | 59 | 494 | 71 Saône-et-Loire | 15 | 408 |
| 23 Creuse | 32 | 339 | 72 Sarthe | 74 | 1 082 |
| 24 Dordogne | 46 | 702 | 73 Savoie | 63 | 202 |
| 25 Doubs | 42 | 302 | 74 Haute-Savoie | 54 | 193 |
| 26 Drome | 60 | 346 | 75 Paris | 2 029 | 973 |
| 27 Eure | 118 | 665 | 76 Seine-Maritime | 67 | 287 |
| 28 Eure-et-Loir | 106 | 823 | 77 Seine-et-Marne | 112 | 889 |
| 29 Finistère | 2 949 | 7 955 | 78 Yvelines | 434 | 1 836 |
| 30 Gard | 57 | 761 | 79 Deux-Sèvres | 52 | 290 |
| 31 Haute-Garonne | 691 | 2 897 | 80 Somme | 50 | 219 |
| 32 Gers | 45 | 215 | 81 Tarn | 37 | 211 |
| 33 Gironde | 11 386 | 4 067 | 82 Tarn-et-Garonne | 33 | 526 |
| 34 Hérault | 125 | 1 042 | 83 Var | 3 560 | 12 015 |
| 35 Ile-et-Vilaine | 388 | 1 612 | 84 Vaucluse | 62 | 570 |
| 36 Indre | 53 | 881 | 85 Vendée | 79 | 571 |
| 37 Indre et Loire | 129 | 756 | 86 Vienne | 42 | 751 |
| 38 Isère | 73 | 538 | 87 Haute-Vienne | 57 | 702 |
| 39 Jura | 48 | 162 | 88 Vosges | 56 | 201 |
| 40 Landes | 394 | 1 101 | 89 Yonne | 57 | 643 |
| 41 Loir et Cher | 168 | 1 010 | 90 Territoire de Belfort | 14 | 111 |
| 42 Loire | 564 | 3 307 | 91 Essonne | 507 | 1 885 |
| 43 Haute-Loire | 52 | 245 | 92 Hauts-de-Seine | 65 | 1 227 |
| 44 Loire-Atlantique | 595 | 1 743 | 93 Seine-Saint-Denis | 23 | 695 |
| 45 Loiret | 70 | 987 | 94 Val-de-Marne | 1 931 | 1 108 |
| 46 Lot | 27 | 315 | 95 Val-d'Oise | 46 | 596 |
| 47 Lot-et-Garonne | 25 | 227 | DOM - TOM | 491 | 1 086 |
| 48 Lozère | 17 | 51 | Etranger | 38 | 945 |
| 49 Maine-et-Loire | 144 | 641 | Inconnu | | 9 |
| | | | TOTAL | 37 108 | 101 784 |

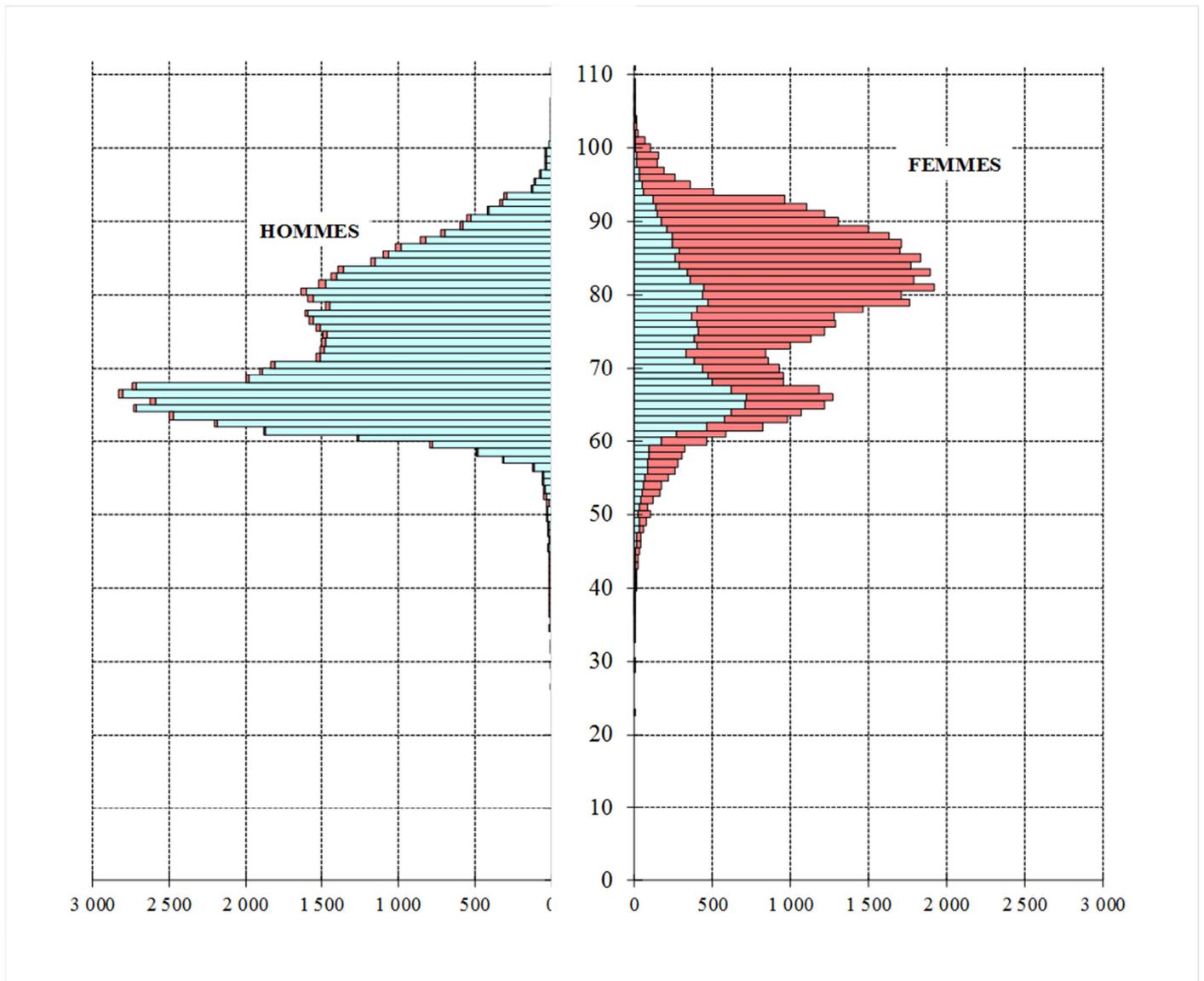
LES COTISANTS ET LES PENSIONNES

REPARTITION PAR LIEU DE RESIDENCE A L'ETRANGER
au 31 décembre 2013

| PAYS | NOMBRE | |
|------------------------|-----------|------------|
| | Cotisants | Pensionnés |
| ALGERIE | | 369 |
| ALLEMAGNE | | 15 |
| ARGENTINE | | 1 |
| AUSTRALIE | | 4 |
| BELGIQUE | | 16 |
| BRESIL | | 3 |
| CANADA | | 11 |
| CHILI | | 1 |
| COTE D IVOIRE | | 1 |
| CROATIE | | 1 |
| DJIBOUTI | 10 | 0 |
| EMIRATS ARABES UNIS | | 1 |
| ESPAGNE | | 62 |
| ETATS UNIS AMERIQUE | | 6 |
| GRECE | | 2 |
| ILE MAURICE | | 4 |
| INDE | | 2 |
| INDONESIE | | 1 |
| ISRAEL | | 26 |
| ITALIE | | 15 |
| LAOS | | 1 |
| LIBAN | | 1 |
| MADAGASCAR | | 13 |
| MALI | | 1 |
| MAROC | | 238 |
| MEXIQUE | | 2 |
| MONACO | | 1 |
| NOUVELLE ZELANDE | | 2 |
| PARAGUAY | | 1 |
| PAYS BAS | | 1 |
| PHILIPPINES | | 3 |
| POLOGNE | | 1 |
| PORTUGAL | | 5 |
| REP DJIBOUTI | | 1 |
| REPUBLIQUE DOMINICAINE | | 1 |
| ROYAUME UNI | | 3 |
| SENEGAL | 28 | 8 |
| SLOVENIE | | 1 |
| SUEDE | | 1 |
| SUISSE | | 5 |
| TAIWAN | | 1 |
| THAILANDE | | 6 |
| TUNISIE | | 101 |
| UKRAINE | | 1 |
| URUGUAY | | 1 |
| VIET NAM | | 4 |
| Total | 38 | 945 |

LES PENSIONNES

PYRAMIDE DES AGES DES PENSIONNES au 31 décembre 2013



□ Droit direct □ Droit dérivé

LE MONTANT DES PENSIONS

**REPARTITION DES PENSIONNES⁽¹⁾ PAR TRANCHE D'ARRERAGES MENSUELS
ET PAR TYPE DE PENSION au 31 décembre 2013**

| Tranche d'arrerage mensuel | Droit Direct | | Droit Dérivé | | Totalité | |
|----------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | Effectif | Pourcentage | Effectif | Pourcentage | Effectif | Pourcentage |
| 0-100 | 24 | 0,04% | 529 | 1,54% | 553 | 0,55% |
| 100-200 | 65 | 0,10% | 555 | 1,61% | 620 | 0,61% |
| 200-300 | 63 | 0,09% | 482 | 1,40% | 545 | 0,54% |
| 300-400 | 45 | 0,07% | 1 054 | 3,07% | 1 099 | 1,09% |
| 400-500 | 83 | 0,12% | 2 855 | 8,31% | 2 938 | 2,90% |
| 500-600 | 120 | 0,18% | 4 200 | 12,22% | 4 320 | 4,27% |
| 600-700 | 431 | 0,64% | 4 014 | 11,68% | 4 445 | 4,39% |
| 700-800 | 1 088 | 1,63% | 4 023 | 11,71% | 5 111 | 5,05% |
| 800-900 | 1 942 | 2,90% | 3 839 | 11,17% | 5 781 | 5,71% |
| 900-1000 | 2 359 | 3,53% | 3 861 | 11,23% | 6 220 | 6,14% |
| 1000-1100 | 2 792 | 4,18% | 2 958 | 8,61% | 5 750 | 5,68% |
| 1100-1200 | 3 876 | 5,80% | 2 025 | 5,89% | 5 901 | 5,83% |
| 1200-1300 | 3 363 | 5,03% | 1 532 | 4,46% | 4 895 | 4,84% |
| 1300-1400 | 3 227 | 4,83% | 977 | 2,84% | 4 204 | 4,15% |
| 1400-1500 | 3 588 | 5,37% | 651 | 1,89% | 4 239 | 4,19% |
| 1500-1600 | 4 064 | 6,08% | 423 | 1,23% | 4 487 | 4,43% |
| 1600-1700 | 4 140 | 6,19% | 197 | 0,57% | 4 337 | 4,28% |
| 1700-1800 | 4 224 | 6,32% | 100 | 0,29% | 4 324 | 4,27% |
| 1800-1900 | 4 413 | 6,60% | 64 | 0,19% | 4 477 | 4,42% |
| 1900-2000 | 4 134 | 6,18% | 13 | 0,04% | 4 147 | 4,10% |
| 2000-2100 | 3 628 | 5,43% | 12 | 0,03% | 3 640 | 3,60% |
| 2100-2200 | 3 309 | 4,95% | 1 | 0,00% | 3 310 | 3,27% |
| 2200-2300 | 2 661 | 3,98% | | 0,00% | 2 661 | 2,63% |
| 2300-2400 | 2 210 | 3,31% | 1 | 0,00% | 2 211 | 2,18% |
| 2400-2500 | 2 046 | 3,06% | | 0,00% | 2 046 | 2,02% |
| 2500-2600 | 1 891 | 2,83% | 1 | 0,00% | 1 892 | 1,87% |
| 2600-2700 | 1 511 | 2,26% | | 0,00% | 1 511 | 1,49% |
| 2700-2800 | 1 166 | 1,74% | | 0,00% | 1 166 | 1,15% |
| 2800-2900 | 1 011 | 1,51% | 1 | 0,00% | 1 012 | 1,00% |
| 2900-3000 | 766 | 1,15% | | 0,00% | 766 | 0,76% |
| 3000 et + | 2 615 | 3,91% | 1 | 0,00% | 2 616 | 2,58% |
| TOTAL | 66 855 | 100,00% | 34 369 | 100,00% | 101 224 | 100,00% |

⁽¹⁾ : le nombre de pensionnés retenu pour ce tableau correspond à l'effectif en paiement au 31 décembre (non compris les pensionnés dont le paiement est suspendu).

FRAIS DE GESTION

La Caisse des dépôts en qualité de gestionnaire, met à la disposition du FSPOEIE des moyens en personnel, matériels, locaux et systèmes communs.

Au cours d'un exercice N, le fonds verse quatre acomptes trimestriels. Le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des dépôts, est imputé sur l'exercice N + 1.

Toutefois, le montant inscrit au compte de résultat est calculé à partir d'une simulation opérée en fin d'année, prenant en compte l'ensemble des éléments certains enregistrés dans les écritures de la Caisse des dépôts.

REPARTITION ET EVOLUTION PAR RUBRIQUE DES FRAIS DE GESTION*

(en Euros)

| RUBRIQUES | 2012 | 2013 | VARIATIONS 2013/2012 | |
|--|------------------|------------------|-------------------------|--------------|
| | | | EN VALEUR | EN % |
| Frais de personnel | 5 233 354 | 5 324 239 | 90 886 | 1,7% |
| Frais de fonctionnement | 1 412 893 | 1 323 190 | -89 703 | -6,3% |
| Informatique | 1 371 944 | 1 368 253 | -3 692 | -0,3% |
| Prestations des autres directions CDC | 123 809 | 124 318 | 509 | 0,4% |
| Sous-total | 8 142 000 | 8 140 000 | -2 000 | 0,0% |
| <i>Régularisation sur exercices antérieurs</i> | <i>-14</i> | <i>-38 514</i> | | |
| Frais de gestion | 8 141 986 | 8 101 486 | -40 500 | -0,5% |

*Facture 2012 définitive

REPARTITION ET EVOLUTION PAR RUBRIQUE DES FRAIS DE GESTION EN %

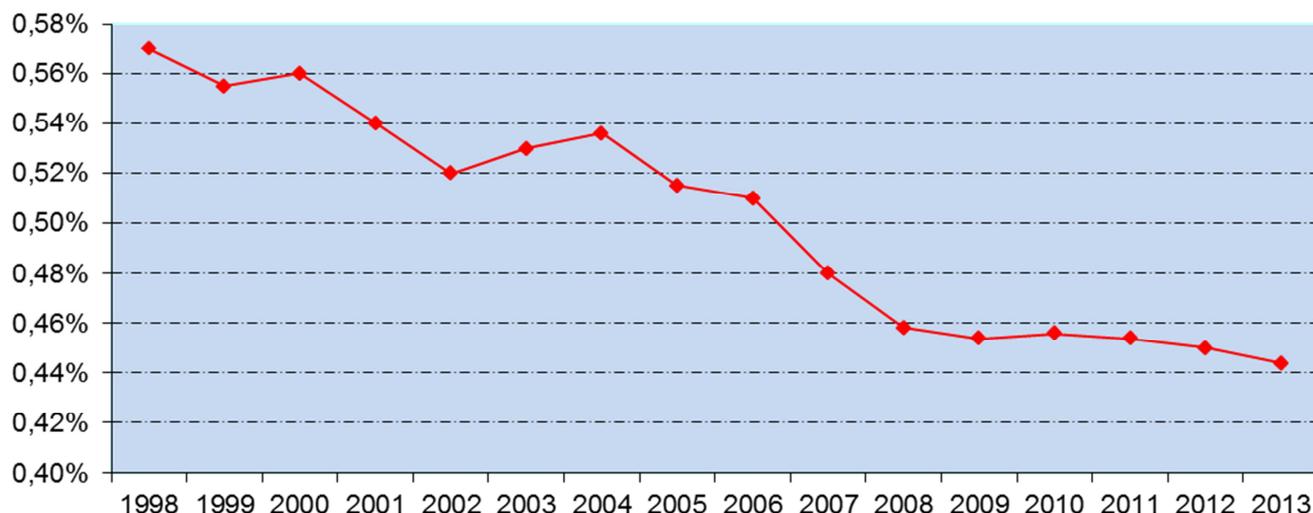
| REPARTITION | 2012 | 2013 |
|---------------------------------------|-------|-------|
| Frais de personnel | 64,3% | 65,4% |
| Frais de fonctionnement | 17,4% | 16,3% |
| Informatique | 16,9% | 16,8% |
| Prestations des autres directions CDC | 1,5% | 1,5% |

EVOLUTION DU RATIO FRAIS DE GESTION/PRESTATIONS

| EVOLUTION DU RATIO | 2012 | 2013 |
|--|---------------|---------------|
| Frais de gestion(*) | 8 142 000 | 8 140 000 |
| Prestations versées + accessoires | 1 809 048 619 | 1 834 115 463 |
| <u>Frais de gestion (*)</u> Prestations versées | 0,450% | 0,444% |

(*) hors régularisation sur exercices antérieurs

EVOLUTION DU RATIO FRAIS DE GESTION / PRESTATIONS
de 1998 à 2013



La prévision d'atterrissage 2013 des frais de gestion à 8,1 M€ est en ligne avec le budget 2013 et la réalisation 2012. Le ratio frais de gestion sur prestations versées ressort en 2013 à 0.444%.

1. Les frais de personnel à 5.3 M€ évoluent de + 1,7% par rapport à 2012 :
L'effet flux ressort à -1,8% par rapport à 2012 (-1 ETP).
L'effet prix endogène est plafonné à +1.5% comme prévu dans le budget.
L'effet prix lié à l'actualisation des paramètres exogènes explique la progression des frais de personnel de +2% par rapport à 2012 :
 - l'évolution de la contribution retraite Etat de 68.9% à 74,6% : 1.4%/ 75 k€
 - l'effet année pleine du relèvement du taux de forfait social de 8% à 20% au 1^{er} août 2012 : 0.6% / +29 k€
 - l'effet année pleine de l'impact du décret n° 2012-853 du 5 juillet 2012 portant relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique au 1er juillet 2012 : 0.05%/3 k€.
2. Les frais généraux sont en retrait par rapport à 2012 (-6.3%/-90 k€).
La prévision d'inflation est à + 1,2%.
Les coûts d'affranchissement/routage sont en retrait par rapport à 2012 et tiennent compte :
 - de la baisse du nombre de pensionnés,
 - de la progression des coûts d'affranchissement au 1^{er} janvier 2013,
 - des envois mis en œuvre au titre du DAI (4 957 envois dont 4 399 au titre des 6 générations concernées contre 7 en 2012),
 - des coûts de routage/d'impression et de conception d'un numéro du support aux pensionnés « Equinoxe », puis de la seule conception des 2 autres numéros mis à disposition des pensionnés sur le site (-100 k€).

Les gains attendus au titre de la gestion dématérialisée des archives ont été mis en œuvre en 2013 générant une économie de 11 k€ par rapport à 2012 (-39%).

3. Les coûts informatiques sont en ligne par rapport à 2012 :

La prévision d'évolution de l'indice Syntec est à +2%.

Le coût des investissements tient compte :

- du coût résiduel au titre de la refonte de la chaîne Paiements : 195 k€ sur un coût global du projet de 935 k€ ;
- du droit d'usage lié aux outils de pilotage de la relation client (45 k€ sur 7 ans) ; le coût global du projet est estimé à 295 k€ dont 214 k€ à financer sur 2014/2018 ;
- des projets règlementaires et inter-régimes tels les développements demandés par le GIP Info Retraite au titre du droit à l'information (68 k€), l'intégration dans les outils de la Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie –CASA (2k€), le RNCPS/EIRR (20 k€) et dans une moindre mesure, la fin des développements au titre de SEPA (3 k€).

Le coût des maintenances correctives et de production est en progression du fait du volume des maintenances correctives liées à la mise en production du nouvel applicatif Paiement en 2013 (49 k€).

4. Les prestations des autres directions concernent les frais de banque et de tenue de compte et sont estimées en ligne par rapport à 2012.

Les produits sur exercices antérieurs à 38 k€ correspondent à l'ajustement des frais de banque (17 k€ au titre de 2011 et 21 k€ au titre de 2012).

PARTENARIAT

Dans le cadre de la politique d'information des établissements employeurs et des pensionnés, le service gestionnaire du FSPOEIE a développé, ces dernières années, une collaboration active avec ses interlocuteurs.

Le but recherché est de mieux répondre à leurs attentes et d'assurer un service plus efficace.

En ce qui concerne les établissements employeurs, les missions d'information réalisées par les représentants du service gestionnaire permettent d'obtenir un traitement des dossiers plus rapide et de nouer des relations personnalisées avec les services liquidateurs de pensions.

Ces relations ont continué en 2013. Des contacts entre les gestionnaires du fonds et les gestionnaires des différents services de pension des ministères ont lieu pour fiabiliser les procédures et renforcer la qualité des dossiers le plus en amont possible, toujours dans le but d'améliorer le service final rendu au pensionné.

La plate-forme Actifs et Retraités "services en ligne" permet aux retraités de consulter les douze derniers paiements de leur pension, d'éditer une attestation de paiement et ou une attestation fiscale. Ils ont également la possibilité de mettre à jour leur adresse électronique en ligne. Par un lien vers le site Mon Service Public, l'utilisateur peut également indiquer son changement d'adresse postale. Par ailleurs, un lien d'accès direct à MSP (Mon Service Public) par fédération d'identité lui permet d'effectuer un certain nombre d'opérations offertes sur ce portail.

Fin 2013, 11 336 personnes étaient inscrites sur la plateforme pour le FSPOEIE (soit une augmentation de 12 %).

Le 16 juillet 2013, l'audit de suivi AFAQ a renouvelé le certificat ISO 9001, version 2008 du FSPOEIE pour une durée de trois ans et a mis l'accent sur la maturité de la démarche. Ce certificat reconnaît et vérifie la mise en place d'un système qualité qui prend en compte les besoins des ressortissants du régime et vise à satisfaire leurs attentes tout en améliorant la qualité du service et des prestations.

COMMUNICATION

Trois numéros du magazine "EQUINOXE" ont été réalisés en 2013. Seul le premier numéro a été imprimé à 107 000 exemplaires. Les deux autres numéros, dématérialisés, sont uniquement disponibles sur le site du fonds. Son objectif reste d'informer et de maintenir un lien avec les pensionnés du FSPOEIE.

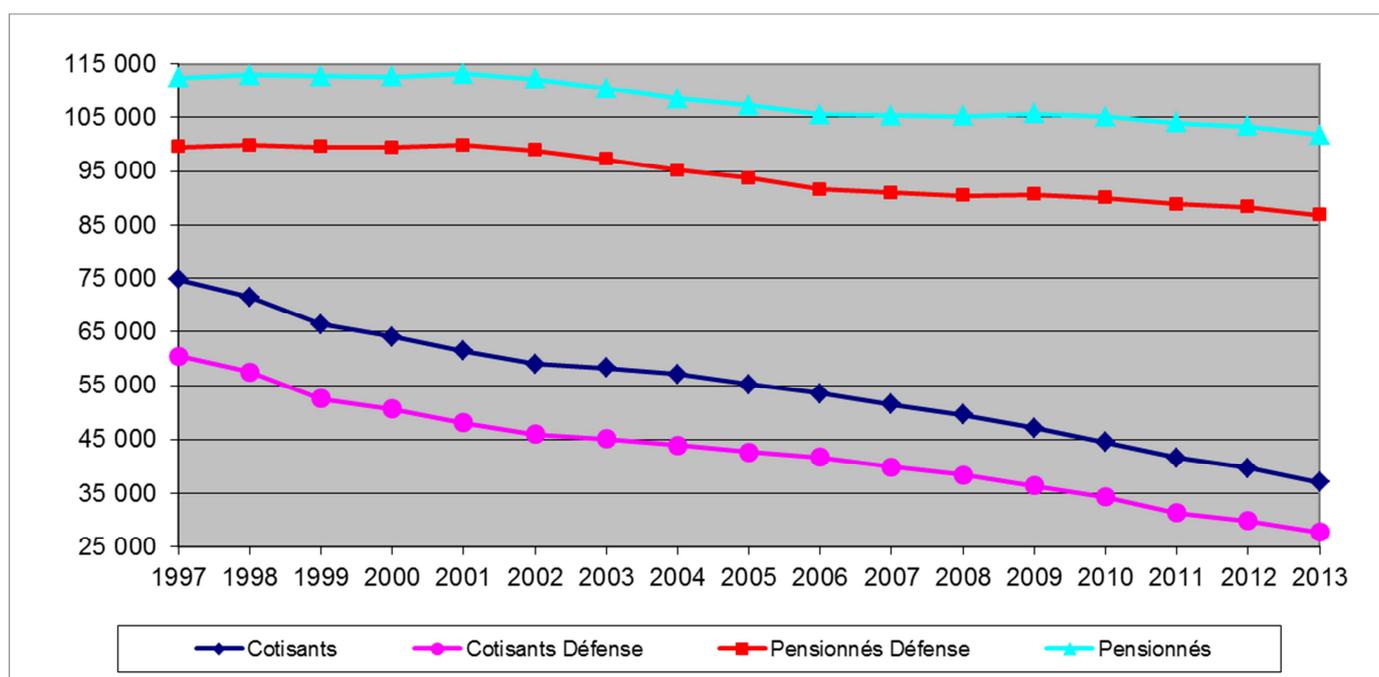
Cette parution est constituée d'articles de société mais aussi d'un « cahier Infos », qui, comme son titre l'indique, informe les retraités de toute évolution réglementaire et consignes afin de faciliter le traitement de leurs dossiers.

EVOLUTION ET PERSPECTIVES

EVOLUTION DES COTISANTS ET PENSIONNES

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE COTISANTS ET DE PENSIONNES

1997 – 2013



EVOLUTION DES CHARGES

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE CHARGES

1994 – 2013

(En millions d'euros)

| ANNEES | PRESTATION PENSIONS | | FRAIS DE GESTION | | AUTRES CHARGES | | TOTAL |
|--------|---------------------|-------|------------------|------|----------------|------|---------|
| | Montants | % | Montants | % | Montants | % | |
| 1994 | 1 263,5 | 99,07 | 8,3 | 0,65 | 3,7 | 0,28 | 1 275,4 |
| 1995 | 1 301,4 | 99,16 | 8,0 | 0,61 | 3,1 | 0,23 | 1 312,5 |
| 1996 | 1 323,7 | 99,14 | 7,7 | 0,58 | 3,8 | 0,28 | 1 335,2 |
| 1997 | 1 360,6 | 99,18 | 7,9 | 0,56 | 3,4 | 0,25 | 1 371,9 |
| 1998 | 1 391,6 | 99,28 | 7,9 | 0,55 | 2,2 | 0,17 | 1 401,7 |
| 1999 | 1 439,9 | 99,38 | 7,9 | 0,55 | 1,1 | 0,07 | 1 449,0 |
| 2000 | 1 477,1 | 99,33 | 8,3 | 0,56 | 1,6 | 0,10 | 1 487,0 |
| 2001 | 1 518,1 | 99,37 | 8,2 | 0,54 | 1,4 | 0,09 | 1 527,7 |
| 2002 | 1 555,5 | 98,61 | 8,1 | 0,51 | 13 | 0,88 | 1 577,4 |
| 2003 | 1 575,7 | 99,16 | 8,3 | 0,52 | 5,1 | 0,32 | 1 589,1 |
| 2004 | 1 596,5 | 99,17 | 8,5 | 0,53 | 4,9 | 0,30 | 1 609,9 |
| 2005 | 1 613,9 | 99,22 | 8,3 | 0,50 | 3,5 | 0,28 | 1 626,7 |
| 2006 | 1 641,7 | 99,37 | 8,3 | 0,50 | 2,1 | 0,13 | 1 652,1 |
| 2007 | 1 670,5 | 99,42 | 8,0 | 0,48 | 1,8 | 0,11 | 1 680,3 |
| 2008 | 1 696,5 | 99,42 | 7,8 | 0,46 | 2,1 | 0,12 | 1 706,4 |
| 2009 | 1 720,7 | 99,46 | 7,8 | 0,45 | 1,6 | 0,09 | 1 730,1 |
| 2010 | 1 735,8 | 99,20 | 7,9 | 0,45 | 6,2 | 0,35 | 1 749,9 |
| 2011 | 1 773,1 | 99,46 | 8,0 | 0,45 | 1,7 | 0,09 | 1 782,8 |
| 2012 | 1 809,0 | 99,47 | 8,1 | 0,44 | 1,2 | 0,07 | 1 818,7 |
| 2013 | 1 834,1 | 99,48 | 8,1 | 0,44 | 1,2 | 0,06 | 1 843,7 |

A compter de 2010, les régularisations de compensation négatives sont comptabilisées dans les autres charges.

EVOLUTION DES PRODUITS

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE PRODUITS1994 – 2013*(En millions d'euros)*

| ANNEES | COTISATIONS | | SUBVENTION D'EQUILIBRE | | RECETTES DIVERSES | | TOTAL |
|--------|-------------|-------|---------------------------|-------|----------------------|-------|---------|
| | Montants | % | Montants | % | Montants | % | |
| 1994 | 283,2 | 21,93 | 935,1 | 72,42 | 72,9 | 5,65 | 1 291,3 |
| 1995 | 281,0 | 21,30 | 959,5 | 72,72 | 78,9 | 5,98 | 1 319,4 |
| 1996 | 283,7 | 20,85 | 980,2 | 72,03 | 96,9 | 7,12 | 1 360,9 |
| 1997 | 282,5 | 20,16 | 1 017,7 | 72,54 | 102,4 | 7,30 | 1 402,6 |
| 1998 | 274,5 | 19,02 | 1 019,6 | 72,55 | 121,6 | 8,43 | 1 415,7 |
| 1999 | 467,4 | 32,70 | 819,4 | 57,40 | 141,9 | 9,90 | 1 428,6 |
| 2000 | 454,9 | 30,56 | 874,4 | 58,75 | 159,1 | 10,69 | 1 488,4 |
| 2001 | 446,2 | 29,17 | 910,3 | 59,51 | 173,1 | 11,32 | 1 529,6 |
| 2002 | 449,6 | 28,93 | 920,5 | 59,23 | 183,9 | 11,84 | 1 554,0 |
| 2003 | 449,7 | 27,88 | 986,9 | 61,18 | 176,4 | 10,94 | 1 613,0 |
| 2004 | 457,7 | 28,19 | 1 012,0 | 62,33 | 153,9 | 9,48 | 1 623,6 |
| 2005 | 459,8 | 29,52 | 951,3 | 61,08 | 146,4 | 9,40 | 1 557,5 |
| 2006 | 462,5 | 27,67 | 901,4 | 53,92 | 307,8 | 18,41 | 1 671,7 |
| 2007 | 461,9 | 27,94 | 931,4 | 56,35 | 259,7 | 15,71 | 1 653,0 |
| 2008 | 457,2 | 26,88 | 1 026,7 | 60,36 | 217,0 | 12,76 | 1 700,9 |
| 2009 | 494,6 | 28,60 | 1 082,7 | 62,60 | 152,3 | 8,81 | 1 729,6 |
| 2010 | 524,5 | 30,27 | 1 089,3 | 62,87 | 118,7 | 6,85 | 1 732,5 |
| 2011 | 544,0 | 30,77 | 1 150,1 | 65,04 | 74,2 | 4,19 | 1 768,3 |
| 2012 | 523,9 | 28,60 | 1 263,3 | 68,96 | 44,7 | 2,44 | 1 831,9 |
| 2013 | 511,5 | 27,14 | 1 327,4 | 70,43 | 45,9 | 2,44 | 1 884,9 |

EVOLUTION DU TAUX DES COTISATIONS

EVOLUTION DES TAUX DE COTISATIONS PAR TYPE DE CONTRIBUTEUR
depuis l'origine du régime

| PERIODES | RETENUE PART SALARIE % | CONTRIBUTION PART PATRONALE % |
|-----------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| Avant 01.04.1944 | 2,00 | 2,00 |
| Du 01.04.1944 au 31.07.1970 | 6,00 | 6,00 |
| Du 01.08.1970 au 31.12.1973 | 6,00 | 6,20 |
| Du 01.01.1974 au 31.03.1982 | 6,00 | 7,60 |
| Du 01.04.1982 au 31.12.1983 | 6,00 | 9,00 |
| Du 01.01.1984 au 31.07.1986 | 7,00 | 9,00 |
| Du 01.08.1986 au 30.06.1987 | 7,70 | 9,00 |
| Du 01.07.1987 au 31.12.1988 | 7,90 | 9,00 |
| Du 01.01.1989 au 31.01.1991 | 8,90 | 9,00 |
| Du 01.02.1991 au 31.12.1998 | 7,85 | 10,34 |
| Du 01.01.1999 au 31 12 2008 | 7,85 | 24,00 |
| Du 01.01.2009 au 31.12.2009 | 7,85 | 27,00 |
| Du 01.01.2010 au 31.12.2010 | 7,85 | 30,00 |
| Du 01.01.2011 au 31.12.2011 | 8,12 | 33,00 |
| Du 01.01.2012 au 31.10.2012 | 8,39 | 33,00 |
| Du 01.11.2012 au 31.12.2012 | 8,49 | 33,23 |
| Du 01.01.2013 au 31.12.2013 | 8,76 | 33,23 |

ELEMENTS PREVISIONNELS 2014

L'évolution des charges de l'institution pourrait être marquée par :

- une revalorisation des pensions au 1^{er} octobre 2014 de 0,85 %. Elle résulterait de l'hypothèse d'inflation retenue pour 2014 de 1,30%, combinée avec un rattrapage au titre de l'écart entre la dernière estimation de l'inflation prévue pour 2013 (1,2%) et l'inflation 2013 réelle (0.75%);
- une baisse des effectifs pensionnés de 0,7%.

L'évolution des ressources de l'institution devrait être marquée par :

- le taux de la retenue salariale passe de 8,76 à 9,14 % au 1^{er} janvier 2014 suite au décret n°2013-1290 du 27 décembre 2013 modifiant les taux des cotisations d'assurance vieillesse de divers régimes de sécurité sociale et des cotisations d'allocations familiales.
- une baisse des effectifs cotisants de -5,9%.

REALISATIONS 2012 ET 2013 FSPOEIE

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU REGIME

| Indicateurs | Réalisation 2012 | Réalisation 2013 |
|---|---------------------|---------------------|
| Effectifs | | |
| Cotisants | 39 761 | 37 108 |
| Pensionnés | 103 348 | 101 784 |
| Cotisations (M€) | 523,9 | 511,5 |
| Retenues | 103,1 | 106,9 |
| Contributions | 420,8 | 404,7 |
| Prestations (en M€) | 1809,0 | 1834,1 |
| Pensions vieillesse droit direct | 1369,8 | 1397,6 |
| Pensions vieillesse droit dérivé | 246,7 | 247,2 |
| Prestations diverses | 0,0 | 0,0 |
| Pensions invalidité droit direct | 98,5 | 96,1 |
| Pensions invalidité droit dérivé | 94,0 | 93,2 |
| Arrérages allocation supplémentaire vieillesse | 0,2 | 0,2 |
| Arrérages allocation supplémentaire invalidité | 0 | 0 |
| Frais de gestion | 8,1 | 8,1 |
| Contribution GIAT (CAA) | 0 | 0 |
| Subvention d'équilibre versée par l'Etat | 1 263,3 | 1 327,4 |
| Compensation | 38,0 | 41,0 |



| | |
|--|----|
| Bilan | 33 |
| Compte de résultat | 35 |
| Bilan détaillé | 37 |
| Compte de résultat détaillé | 39 |
| Résultat et réserves | |
| Evolution du résultat et des capitaux propres | 41 |
| L'annexe comptable | |
| Principes, faits caractéristiques, règles et méthodes comptables | 42 |
| Note 1 : Prestataires et fournisseurs débiteurs..... | 45 |
| Note 2 : Créances cotisants et comptes rattachés | 45 |
| Note 3 : Entités publiques | 46 |
| Note 4 : Valeurs mobilières de placement..... | 46 |
| Note 5 : Capitaux propres | 47 |
| Note 6 : Versements directs aux allocataires | 47 |
| Note 7 : Prestataires - Charges à payer | 47 |
| Note 8 : Charge à payer - Subvention | 48 |
| Note 9 : Cotisations sociales à reverser | 48 |
| Note 10 : Organismes et autres régimes de sécurité sociale..... | 48 |
| Note 11 : Créiteurs divers | 48 |
| Note 12 : Prestations sociales..... | 49 |
| Note 13 : Charges techniques..... | 49 |
| Note 14 : Dotations/Reprises sur dépréciations techniques | 49 |
| Note 15 : Frais de gestion | 50 |
| Note 16 : Cotisations et produits affectés..... | 50 |
| Note 17 : Transferts entre organismes de sécurité sociale..... | 51 |
| Note 18 : Contributions publiques | 52 |
| Note 19 : Produits financiers | 52 |
| Note 20 : Flux de trésorerie..... | 53 |
| L'audit des comptes | 54 |

BILAN ACTIF

(en euros)

| Rubriques | 2013 | | | 2012 |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Montant Brut | Dépréciations | Montant Net | Montant Net |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS | 2 088 723 | 1 283 751 | 804 972 | 998 484 |
| CREANCES D'EXPLOITATION | | | | |
| Créances cotisants et comptes rattachés | 1 298 664 | | 1 298 664 | 1 726 670 |
| Créances s/entités publiques et org.de sécurité sociale | 93 760 | | 93 760 | 4 147 536 |
| Autres créances | 9 630 | | 9 630 | 9 630 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 75 702 066 | | 75 702 066 | 0 |
| DISPONIBILITES | | | | |
| Banque | 146 118 | | 146 118 | 27 686 420 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | 79 338 960 | 1 283 751 | 78 055 209 | 34 568 739 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 79 338 960 | 1 283 751 | 78 055 209 | 34 568 739 |

BILAN PASSIF*(en euros)*

| Rubriques | 2013 | 2012 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dotation et apport | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementaires | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 21 649 331 | 8 537 288 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit) | 41 193 587 | 13 112 043 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| CAPITAUX PROPRES | 62 842 917 | 21 649 331 |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| COTISANTS CREDITEURS | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 87 396 | 203 341 |
| Dettes sur prestataires | 4 224 574 | 2 573 577 |
| Dettes sur entités publiques et org.de sécurité sociale | 10 459 604 | 9 703 729 |
| Autres dettes | 440 718 | 438 762 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES | 15 212 291 | 12 919 409 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 78 055 209 | 34 568 739 |

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

(en euros)

| Rubriques | 2013 | 2012 |
|--|----------------------|----------------------|
| Cotisations, impôts et produits affectés | 511 531 984 | 523 914 243 |
| Produits techniques | 1 371 978 611 | 1 305 679 600 |
| Divers produits techniques | 149 479 | 174 325 |
| Reprises sur dépréciations techniques | 290 013 | 288 119 |
| PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE (I) | 1 883 950 087 | 1 830 056 287 |
| Ventes et prestations de services | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Reprises sur amortissements et dépréciations, transfert de charges | | |
| Autres produits | | |
| PRODUITS DE GESTION COURANTE (II) | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION (I+II) | 1 883 950 087 | 1 830 056 287 |
| Prestations sociales | 1 834 115 463 | 1 809 048 619 |
| Charges techniques | 1 040 597 | 1 063 797 |
| Diverses charges techniques | 133 117 | 149 781 |
| Dotation aux provisions et dépréciations pour charges techniques | 287 366 | 391 775 |
| CHARGES DE GESTION TECHNIQUE (III) | 1 835 576 544 | 1 810 653 973 |
| Achats et charges externes | 8 111 644 | 8 151 491 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | |
| Salaires et traitements | | |
| Charges sociales | | |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| Autres charges | | |
| CHARGES DE GESTION COURANTE (IV) | 8 111 644 | 8 151 491 |
| CHARGES D'EXPLOITATION (III+IV) | 1 843 688 188 | 1 818 805 464 |
| | | |
| A - RESULTAT DE GESTION TECHNIQUE (I-III) | 48 373 543 | 19 402 314 |
| B - RESULTAT DE GESTION COURANTE (II-IV) | -8 111 644 | -8 151 491 |
| C - RESULTAT D'EXPLOITATION (A+B) | 40 261 899 | 11 250 823 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits financiers de participations | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | 143 922 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 934 688 | 1 728 116 |
| PRODUITS FINANCIERS (V) | 934 688 | 1 872 038 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 3 000 | 10 817 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| CHARGES FINANCIERES (VI) | 3 000 | 10 817 |
| D - RESULTAT FINANCIER (V-VI) | 931 688 | 1 861 220 |
| E - RESULTAT COURANT (C+D) | 41 193 587 | 13 112 043 |

COMPTE DE RESULTAT (en liste)*(en euros)*

| Rubriques | 2013 | 2012 |
|--|----------------------|----------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII) | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII) | | |
| F - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | | |
| Participation des salariés Impôts | | |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 884 884 775 | 1 831 928 324 |
| TOTAL DES CHARGES | 1 843 691 188 | 1 818 816 281 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT OU DEFICIT) (E+F) | 41 193 587 | 13 112 043 |

BILAN DETAILLE - ACTIF

(en euros)

| DETAIL DES COMPTES D'ACTIF | Notes | 2013 | 2012 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS | 1 | 804 972 | 998 484 |
| Créances sur prestataires débiteurs | | 358 464 | 195 504 |
| Créances douteuses sur prestataires débiteurs | | 1 730 259 | 2 089 377 |
| Dépréciations sur prestataires débiteurs | | (1 283 751) | (1 286 398) |
| CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES | 2 | 1 298 664 | 1 726 670 |
| Créances sur cotisants et comptes rattachés | | 1 298 664 | 1 726 670 |
| CREANCES ENTITES PUBLIQUES ET ORG. SECURITE SOCIALE | | 93 760 | 4 147 536 |
| Entités publiques | 3 | 93 760 | 94 060 |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale | | 0 | 53 476 |
| Produits à recevoir Compensation généralisée | | 0 | 4 000 000 |
| AUTRES CREANCES | | 9 630 | 9 630 |
| Débiteurs divers | | 9 630 | 9 630 |
| DISPONIBILITES | | 75 848 184 | 27 686 420 |
| Valeurs mobilières de placement | 4 | 75 702 066 | 0 |
| Banques | | 146 118 | 27 686 420 |
| TOTAL GENERAL | | 78 055 209 | 34 568 739 |

BILAN DETAILLE - PASSIF*(en euros)*

| DETAIL DES COMPTES DE PASSIF | Notes | 2013 | 2012 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| CAPITAUX PROPRES | 5 | 62 842 917 | 21 649 331 |
| Report à nouveau | | 21 649 331 | 8 537 288 |
| Résultat de l'exercice | | 41 193 587 | 13 112 043 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | | 87 396 | 203 341 |
| Fournisseurs de biens et services et comptes rattachés | | 87 396 | 203 341 |
| DETTES PRESTATAIRES | | 4 224 574 | 2 573 577 |
| Versements directs aux allocataires | 6 | 991 610 | 795 378 |
| Prestataires charges à payer | 7 | 3 165 399 | 1 750 155 |
| Versements à des tiers | | 67 565 | 28 044 |
| DETTES ENTITES PUBLIQUES ET ORG. SECURITE SOCIALE | | 10 459 604 | 9 703 729 |
| Charges à payer subvention | 8 | 408 071 | 408 071 |
| Cotisations sociales à reverser | 9 | 9 825 491 | 9 037 323 |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale | 10 | 226 042 | 258 334 |
| AUTRES DETTES | | 440 718 | 438 762 |
| Créditeurs divers | 11 | 440 718 | 438 762 |
| TOTAL GENERAL | | 78 055 209 | 34 568 739 |

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

(en euros)

| DETAIL DES COMPTES DE CHARGES | Notes | 2013 | 2012 |
|---|-------|----------------------|----------------------|
| PRESTATIONS SOCIALES | 12 | 1 834 115 463 | 1 809 048 619 |
| Prestations vieillesse droit direct | | 1 397 585 870 | 1 369 758 266 |
| Prestations vieillesse droit dérivé | | 247 259 383 | 246 855 061 |
| Prestations invalidité droit direct | | 96 117 813 | 98 453 973 |
| Prestations invalidité droit dérivé | | 93 152 397 | 93 981 320 |
| CHARGES TECHNIQUES | 13 | 1 040 597 | 1 063 797 |
| Compensations | | 55 980 | 0 |
| Transferts entre organismes de sécurité sociale | | 924 659 | 1 012 072 |
| Prestations allocations familiales DOM | | 59 958 | 51 724 |
| DIVERSES CHARGES TECHNIQUES | | 133 117 | 149 781 |
| Pertes sur créances | | 10 991 | 12 942 |
| Excédent de cotisations sur validation | | 102 163 | 127 894 |
| Autres charges techniques | | 19 964 | 8 945 |
| DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS TECHNIQUES | 14 | 287 366 | 391 775 |
| Dotations aux dépréciations des actifs circulants | | 287 366 | 391 775 |
| ACHATS ET CHARGES EXTERNES | | 8 111 644 | 8 151 491 |
| Rémunérations, honoraires | | 10 158 | 9 506 |
| Frais de gestion | 15 | 8 101 486 | 8 141 986 |
| CHARGES FINANCIERES | | 3 000 | 10 817 |
| Autres charges financières | | 3 000 | 10 750 |
| Intérêts des comptes courants | | 0 | 67 |
| TOTAL GENERAL | | 1 843 691 188 | 1 818 816 281 |

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

(en euros)

| DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS | Notes | 2013 | 2012 |
|---|-------|----------------------|----------------------|
| COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES | 16 | 511 531 984 | 523 914 243 |
| Cotisations patronales | | 404 670 621 | 420 842 111 |
| Cotisations salariales | | 106 861 363 | 103 072 132 |
| PRODUITS TECHNIQUES | | 1 371 978 611 | 1 305 679 600 |
| Transferts entre organismes de sécurité sociale | 17 | 43 002 973 | 40 841 336 |
| * <i>Compensations généralisée et spécifique</i> | | 41 000 000 | 37 991 778 |
| * <i>Prise en charge de prestations FSV</i> | | 41 450 | 38 620 |
| * <i>Transferts divers entre organismes de sécurité sociale</i> | | 1 961 523 | 2 810 938 |
| Contributions publiques | 18 | 1 328 975 638 | 1 264 838 264 |
| * <i>Contribution NEXTER</i> | | 1 540 000 | 1 540 000 |
| * <i>Subvention de fonctionnement de l'Etat</i> | | 1 327 435 638 | 1 183 240 201 |
| * <i>Autres contributions publiques</i> | | 0 | 80 058 063 |
| DIVERS PRODUITS TECHNIQUES | | 149 479 | 174 325 |
| Recours contre tiers | | 142 030 | 164 875 |
| Autres produits techniques | | 7 449 | 9 450 |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS TECHNIQUES | 14 | 290 013 | 288 119 |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants | | 290 013 | 288 119 |
| PRODUITS FINANCIERS | 19 | 934 688 | 1 872 038 |
| Autres interets et produits assimilés | | 0 | 143 922 |
| Produits nets cession des valeurs mobilières | | 934 688 | 1 728 116 |
| TOTAL GENERAL | | 1 884 884 775 | 1 831 928 324 |

RESULTAT ET RESERVES

EVOLUTION DU RESULTAT ET DES CAPITAUX PROPRES

(en euros)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| DOTATION et APPORT | 15 582 988 | 15 582 988 | 15 582 988 | 0 | 0 |
| REPORT A NOUVEAU | 64 389 370 | 63 881 300 | 46 455 416 | 8 537 288 | 21 649 331 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | -508 070 | -17 425 884 | -14 442 795 | 13 112 043 | 41 193 587 |
| CAPITAUX PROPRES | 79 464 288 | 62 038 404 | 47 595 609 | 21 649 331 | 62 842 917 |

L'ANNEXE COMPTABLE

PRINCIPES, FAITS CARACTERISTIQUES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - Principes comptables

Le FSPOEIE se conforme aux dispositions du PCUOSS (Plan Comptable Unique des Organismes de Sécurité Sociale) ; les comptes sont présentés selon cette norme.

En application de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, qui prévoyait un programme du compte d'affectation spéciale « Pensions » dédié aux pensions servies aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, les comptes du FSPOEIE sont transmis à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) afin d'être intégrés dans les comptes de l'Etat.

II - Faits caractéristiques

Evolutions réglementaires 2013

- Entrée en vigueur de la condition de ressources du minimum garanti (au 1^{er} juillet 2013 au lieu du 1^{er} juillet 2012) (loi n°2012-347 du 12 mars 2012, article 127). *Non appliqué en raison de l'absence du décret d'application.*
- Augmentation du taux de la cotisation salariale due au régime : 8,76% (décret n°2012-847 du 2 juillet 2012, article 7).
- Mise en œuvre de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CASA) au taux de 0,3%, assise sur les avantages de retraite et d'invalidité servis à compter du 1^{er} avril 2013 (loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013, article 17 et lettre ministérielle n°10.2.1.3 du 20 février 2013).
- Autorisation donnée aux régimes de base de sécurité sociale de recourir à des avances de trésorerie, soit dans la limite de 30 millions d'euros pour le FSPOEIE (loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013, article 42).
- Dérogation au relèvement de l'âge légal pour les ouvriers d'Etat ayant perçu une allocation amiante (loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013, article 87-I).
- Contribution de l'Etat au FSPOEIE : 1 327 435 638 euros (lettre Direction du Budget du 10/01/2013)
- Contribution de l'Etat au FSPOEIE pour la compensation inter-régimes généralisée : versement des acomptes 2013 : 41 000 000 euros (arrêté du 20/12/2012).
- Création du congé de reclassement des personnels à statut ouvrier du ministère de la Défense pris en compte dans les droits à pension FSPOEIE (décret n°2013-184 du 28 février 2013).
- Revalorisation des pensions de la fonction publique de 1,3% au 1^{er} avril 2013 (Circulaire interministérielle n°DSS/3A/2013/110 du 19 mars 2013).
- Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe leur ouvrant un droit à réversion dans des conditions identiques à celles des couples de personnes de sexe différent et dispositions nouvelles concernant l'adoption de l'enfant du conjoint (loi n°2013-404 du 17 mai 2013 et circulaire du 29 mai 2013).
- Durée d'assurance nécessaire pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein fixée à 166 trimestres pour les assurés nés en 1957 (décret n°2013-1155 du 13 décembre 2013).

L'ANNEXE COMPTABLE

Evolutions comptables 2013

- Changement de règles d'évaluation des provisions sur créances douteuses quant à leur recouvrement.

III - Règles et méthodes attachées à certains postes

1 – Cotisations

Pour les établissements immatriculés qui assurent la gestion de la paye : les cotisations sont enregistrées en produit à partir des déclarations de cotisations (DC) annuelles reçues en année N+1.

Pour les établissements immatriculés dont la gestion de la paye est assurée par les trésoreries générales, les cotisations sont enregistrées en produits à partir d'états déclaratifs mensuels adressés par les trésoreries générales.

Le recouvrement se fait mensuellement, et l'encaissement des cotisations est comptabilisé sur un compte de tiers jusqu'au traitement des déclarations de cotisations.

2 – Financement du fonds : subvention

En plus des cotisations, le financement du fonds est couvert par la subvention d'équilibre inscrite sur les programmes ministériels rémunérant des ouvriers des établissements industriels de l'Etat. Cette subvention est versée par les différents ministères, selon les proportions et le calendrier suivant : 60 % avant le 20 janvier et 40 % avant le 20 juin.

3 – Transfert de compensations entre régimes de sécurité sociale

Les acomptes perçus au titre de la compensation généralisée pour un exercice donné N sont comptabilisés au cours de ce même exercice. Le montant définitif de la compensation généralisée est déterminé normalement dans le courant de l'exercice N+1.

Depuis 2006, les versements au titre de la compensation démographique vieillesse sont reçus directement par le fonds.

Depuis 2012, il n'y a plus de compensation spécifique vieillesse.

4 – Arrérages d'allocations supplémentaires

Les remboursements par le Fonds Spécial Vieillesse et le Fonds Spécial Invalidité des allocations supplémentaires versées par le FSPOEIE au titre de l'exercice N s'effectuent sous la forme d'acomptes au cours de ce même exercice avec régularisation sur l'exercice N+1.

Les modalités de gestion ont fait l'objet de conventions signées en 1994 entre le Fonds Spécial Vieillesse, le Fonds Spécial Invalidité et la Caisse des Dépôts et Consignations agissant en tant que gestionnaire du FSPOEIE.

L'ANNEXE COMPTABLE

5 – Les frais de gestion

La Caisse des dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition du FSPOEIE des moyens en personnel, informatique, matériels, locaux. En contrepartie de ses prestations, la CDC perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du Fonds.

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels fixés à partir des derniers frais de gestion connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des dépôts, est comptabilisé sur l'exercice suivant.

6 – Créances douteuses et dépréciations des comptes de pensionnés

Sont considérées comme douteuses quant à leur recouvrement :

- Pour les personnes décédées, toute créance supérieure à 6 mois.
- Pour les personnes vivantes, les créances précomptées ainsi que toute créance dès lors qu'elles sont gérées par les services du recouvrement ou du contentieux.

En 2013, les règles de dépréciation sont les suivantes :

- Pour les dossiers précomptés sur pensions, la quote-part de la créance dont la durée de recouvrement excède l'espérance de vie à 60 ans (87 ans pour les femmes et 83 ans pour les hommes selon les dernières sources INSEE) est dépréciée à 100 %.
- Pour les dossiers non précomptés sur pensions, le provisionnement est déterminé selon l'ancienneté de la créance douteuse sans tenir compte d'une notion de service :

| Ancienneté de la créance | Taux de provision |
|----------------------------------|---|
| Créances ≤ 6 mois | Pas de dépréciation |
| Créances > 6 mois et ≤ à 12 mois | Dépréciation à hauteur de 50 % |
| Créances > 12 mois | Dépréciation à hauteur de 100 % |
| Créances > 5 000 € | Taux de provision déterminé par le service concerné |

L'ANNEXE COMPTABLE

NOTE 1 - PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS

- Les créances sur prestataires débiteurs sont constitués par des créances sur :
 - pensionnés-arrérages indûment versés, correspondant principalement à des créances consécutives à l'application de règles de cumul, et précomptées sur les pensions.
 - arrérages à recouvrer s/ex.bénéficiaires, concernant, dans la plupart des cas, une seule échéance à récupérer auprès des héritiers.
 - pensionnés débiteurs de retenues rétroactives.
- Les créances douteuses et dépréciations sur prestataires débiteurs sont détaillées ci-dessous :

(en euros)

| COMPTES DE CONSTATATION DES CREANCES | 2013 | | | | 2012 | | | |
|---|------------|-----------------------|------------------|-----------------|------------|-----------------------|------------------|-----------------|
| | Nbre | CREANCES DOUTEUSES | PROVISIONS | VALEUR NETTE | Nbre | CREANCES DOUTEUSES | PROVISIONS | VALEUR NETTE |
| Pensionnés arrérages indûment versés | 160 | 646 962 | 286 782 | 360 179 | 122 | 882 867 | 357 765 | 525 102 |
| Arrérages à recouvrer sur ex-bénéficiaires | 293 | 1 076 490 | 990 160 | 86 329 | 257 | 1 206 299 | 928 579 | 277 720 |
| Pensionnés débiteurs retenues rétroactives | 16 | 6 808 | 6 808 | 0 | 1 | 211 | 53 | 158 |
| TOTAL | 469 | 1 730 260 | 1 283 751 | 446 508 | 380 | 2 089 377 | 1 286 398 | 802 979 |

NOTE 2 - CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES

Cotisants et comptes rattachés.

(en euros)

| NATURE | 2013 | 2012 |
|--|------------------|------------------|
| Produits à recevoir sur cotisations normales | 1 250 846 | 1 687 070 |
| Autres cotisations | 47 818 | 39 600 |
| TOTAL | 1 298 664 | 1 726 670 |

Les produits à recevoir sur cotisations normales s'élèvent à 1,2 M€ au 31 décembre 2013. Ils correspondent principalement aux cotisations dues par les employeurs sur les émoluments du mois de décembre 2013 qui doivent être versées au plus tard le 5 du mois qui suit celui au titre duquel les retenues ont été effectuées. La baisse des produits à recevoir s'explique par l'anticipation des règlements des établissements autonomes pour le mois de décembre.

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 3 - ENTITES PUBLIQUES***(en euros)*

| NATURE | 2013 | 2012 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| ETAT SUBVENTION D'EQUILIBRE | | |
| <i>MISSION :</i> Défense 2009 | 1 043 | 1 043 |
| Economie 2008 | 18 462 | 18 462 |
| Economie 2006/2007 | 71 125 | 71 125 |
| Equipements 2007 | 3 130 | 3 130 |
| TOTAL | 93 760 | 93 760 |

La subvention d'équilibre de l'Etat, restant due au titre des années 2006, 2007, 2008 et 2009, s'établit à 93 760 €.

NOTE 4 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2013, le portefeuille se compose de Fonds Communs de Placement (FCP), Union-Cash et Amundi-Tréso, pour une valeur totale au bilan de 75 M€.

PORTEFEUILLE VALORISE AU 31 DECEMBRE 2013*(en euros)*

| Intitulés | Code Valeur | Quantité | VALEUR BILAN Stocks | VALEUR BOURSIERE | PLUS OU MOINS VALUES LATENTES |
|--------------|--------------|----------|---------------------|-------------------|-------------------------------|
| FCP | | | | | |
| UNION CASH | FR0000979825 | 128 | 64 994 138 | 65 182 291 | 188 153 |
| AMUNDI TRESO | FR0000983751 | 569 | 10 707 928 | 10 709 513 | 1 585 |
| TOTAL | | | 75 702 066 | 75 891 804 | 189 738 |

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 5 - CAPITAUX PROPRES**

Le montant du report à nouveau avant affectation du résultat 2013 s'élève à 21 649 331 € au 31 décembre 2013. Le résultat de l'exercice, égal à 41 193 587 €, connaît une hausse significative par rapport à 2012 due essentiellement à l'augmentation des produits techniques et plus précisément de la subvention d'équilibre 2013. Ce résultat est conforme aux prévisions.

NOTE 6 - VERSEMENTS DIRECTS AUX ALLOCATAIRES

L'augmentation de ce poste par rapport à 2012 concerne essentiellement les impayés sur prestations. Suite à la mise en place de la nouvelle norme bancaire européenne SEPA, toutes les mises à jour bancaires n'ont pas été effectuées et des règlements de pensions sont rejetés.

NOTE 7 - PRESTATAIRES - CHARGES A PAYER

(en euros)

| NATURE | 2013 | 2012 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Rappels à payer sur pensions | 849 429 | 118 881 |
| Avances à payer sur pensions | 2 315 970 | 1 631 274 |
| TOTAL | 3 165 399 | 1 750 155 |

Les charges à payer correspondent :

- aux rappels de pensions payés à l'échéance du 1^{er} février 2014 ; ces rappels sont générés par la modification tardive du taux de salaire horaire à prendre en compte pour le calcul des arrérages de décembre 2013.
- au reliquat entre l'estimation des pensions définitives et le montant des avances versées.

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 8 - CHARGE A PAYER - SUBVENTION***(en euros)*

| MISSION | Montants dus au titre de 2009 | Montants versés | Trop-versé |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------|
| Economie | 1 213 216 | 1 219 570 | 6 354 |
| Gestion des finances publiques et des ressources humaines | 8 671 514 | 9 073 231 | 401 717 |
| TOTAL | 9 884 730 | 10 292 801 | 408 071 |

Des trop-perçus ont été enregistrés au titre de la subvention 2009 :

- Economie : 6 354 €
- Gestion des finances publiques et des ressources humaines : 401 717 €

Les remboursements seront effectués à réception des titres de perception.

NOTE 9 - COTISATIONS SOCIALES A REVERSER

Les cotisations sociales à reverser à l'ACOSS, soit 9,8 M€ correspondent aux retenues précomptées sur les pensions de décembre (échéance du 1^{er} janvier 2014) au titre de la cotisation Sécurité Sociale, de la contribution sociale généralisée, de la contribution au remboursement de la dette sociale et de la contribution de solidarité pour l'autonomie.

NOTE 10 - ORGANISMES ET AUTRES REGIMES DE SECURITE SOCIALE

Ce poste comprend :

- les dettes sur organismes de Sécurité Sociale correspondant aux transferts de cotisations à l'IRCANTEC pour les ouvriers de l'Etat qui, ayant quitté le régime spécial sans droit à pension, doivent être rétablis dans leurs droits auprès de l'IRCANTEC, pour 146 035 €.
- l'estimation du montant des prestations familiales dues à la CNAF, au titre de l'exercice 2013 pour les retraités titulaires d'une pension qui résident dans les DOM, pour 60 190 €.
- Le montant dû au fonds de solidarité vieillesse pour 16 487 € (trop perçu sur acompte) et au fonds spécial d'invalidité pour 3 329 €.

NOTE 11 - CREDITEURS DIVERS

Ce poste est essentiellement composé des arrérages non réclamés qui s'élèvent à 388 841 €.

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 12 - PRESTATIONS SOCIALES**

(en euros)

| | Pension normale vieillesse droit direct | Pension normale vieillesse droit dérivé | Pension invalidité droit direct + 60 ans | Pension invalidité droit direct - 60 ans | Pension invalidité droit dérivé | TOTAL |
|-------------------------|---|---|--|--|------------------------------------|----------------------|
| Pension principale | 1 351 044 310 | 232 800 661 | 79 014 039 | 12 349 595 | 87 764 906 | 1 762 973 512 |
| Pension orphelins | 0 | 2 283 075 | | | 1 749 476 | 4 032 551 |
| Majoration pour enfants | 46 535 886 | 12 139 870 | 2 666 005 | 208 925 | 3 638 015 | 65 188 702 |
| FSV | 5 673 | 35 777 | | | | 41 450 |
| Tierce personne | 0 | 0 | 1 550 281 | 328 968 | | 1 879 249 |
| TOTAL | 1 397 585 870 | 247 259 383 | 83 230 325 | 12 887 488 | 93 152 397 | 1 834 115 463 |

Les prestations servies s'élèvent à 1 834 M€ au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 1,39 % par rapport à 2012, due notamment à la revalorisation du montant des pensions de 1,3 % au 1^{er} avril 2013.

NOTE 13 - CHARGES TECHNIQUES

Elles se composent :

- De la régularisation de la compensation généralisée 2012 pour 55 980 € (arrêté du 13/12/2013)
- des transferts entre organismes de sécurité sociale :
 - transferts de cotisations au régime général de la Sécurité Sociale (696 343 €) et à l'IRCANTEC (228 315 €) pour les ouvriers de l'Etat qui, ayant quitté le régime spécial sans droit à pension, doivent être rétablis dans leurs droits auprès du régime général et de l'IRCANTEC.
- des prestations familiales attribuées aux allocataires du FSPOEIE résidant dans les DOM pour 59 958 €.

NOTE 14 - DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS TECHNIQUES

(en euros)

| | 2012 | Dotations | Reprises | 2013 |
|--|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Créances douteuses s/prestataires débiteurs | 1 286 397 | 287 366 | 290 013 | 1 283 751 |
| Pensionnés, arrérages indûment versés s/contrats en cours | 254 787 | 41 013 | 108 071 | 187 728 |
| Arrérages à recouvrer s/ex-bénéficiaires | 1 031 558 | 239 545 | 181 889 | 1 089 214 |
| Pensionnés débiteurs de retenues rétroactives | 53 | 6 808 | 53 | 6 808 |
| TOTAL | 1 286 397 | 287 366 | 290 013 | 1 283 751 |

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 15 - FRAIS DE GESTION**

(en euros)

| NATURE DES FRAIS | FRAIS DE GESTION IMPUTES SUR L'EXERCICE | |
|---|---|------------------|
| | 2013 | 2012 |
| Frais de personnel | 5 324 239 | 5 233 354 |
| Frais de fonctionnement | 1 323 190 | 1 412 893 |
| Informatique | 1 368 253 | 1 371 944 |
| Prestations autres directions CDC | 71 746 | 52 399 |
| Autres frais (lettres chèques - frais dépositaires) | 52 572 | 71 410 |
| SOUS-TOTAL | 8 140 000 | 8 142 000 |
| <i>Frais de gestion s/ex. antérieur</i> | -38 514 | -14 |
| TOTAL | 8 101 486 | 8 141 986 |

NOTE 16 - COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES

Concernant la ventilation des cotisations sur les comptes de produits :

- pour les trésoreries générales, les cotisations sont enregistrées mensuellement en compte de produits à partir des états déclaratifs reçus tous les mois.

- pour les autres employeurs, les cotisations sont enregistrées en comptes de produit à partir des déclarations de cotisations annuelles (DC). Lors de la clôture des comptes, toutes les DC n'ayant pas été reçues, un pourcentage de répartition a donc été appliqué : taux égal au taux constaté l'année précédente.

La diminution des cotisations de 2,36 % en 2013 est liée essentiellement à la baisse du nombre de cotisants (37 108 en 2013 contre 39 761 en 2012).

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 17 - TRANSFERTS ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**• **Compensations***(en euros)*

| NATURE | 2013 | 2012 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Compensation généralisée | | |
| Acompte au titre de l'exercice | 41 000 000 | 32 000 000 |
| Révision acompte | 0 | 4 000 000 |
| Regularisations exercices antérieurs | 0 | 1 297 185 |
| Compensation spécifique | | |
| Regularisations exercices antérieurs | 0 | 694 593 |
| TOTAL | 41 000 000 | 37 991 778 |

Les acomptes 2013 sur les transferts de compensation généralisée pour 41 M€ ont été fixés par l'arrêté du 20/12/2012 paru au JO du 26/12/2012. La régularisation sur exercice antérieur (55 980 €) a été enregistrée en charges techniques (Voir Note 13).

• **Autres**

Ils correspondent aux transferts de cotisations vieillesse de la Sécurité sociale (1 493 894 €) et de l'IRCANTEC (467 629 €) suite à la validation des services auxiliaires des agents affiliés au fonds.

L'ANNEXE COMPTABLE**NOTE 18 - CONTRIBUTIONS PUBLIQUES**

La compensation financière NEXTER (1,5 M€), mise en place en 2010 pour une durée de 5 ans, a été versée conformément à l'échéancier prévu.

Le montant de la subvention de fonctionnement de l'état est détaillé dans le tableau ci-dessous. Cette subvention a été versée intégralement en 2013.

(en euros)

| MISSION | Montants |
|---|----------------------|
| Administration générale et territoriale de l'Etat | 13 276 875 |
| Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales | 316 986 |
| Défense | 1 173 034 482 |
| Ecologie, développement et aménagements durables | 116 685 968 |
| Budget annexe "contrôle et exploitation aériens" | 11 698 696 |
| Economie | 1 486 582 |
| <i>programme 134 "développement des entreprises et de l'emploi"</i> | <i>1 435 599</i> |
| <i>programme 220 "statistiques et études économiques"</i> | <i>50 983</i> |
| Recherche et enseignement supérieur | 304 795 |
| Gestion des finances publiques et des ressources humaines | 10 631 254 |
| <i>programme 156 "gestion fiscale et financière de l'état et du secteur public"</i> | <i>1 395 987</i> |
| <i>programme 218 "conduite et pilotage des politiques économique et financière"</i> | <i>9 156 896</i> |
| <i>programme 302 "facilitation et sécurisation des échanges"</i> | <i>78 371</i> |
| TOTAL | 1 327 435 638 |

NOTE 19 - PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont composés par les plus-values dégagées sur les opérations du portefeuille à hauteur de 934 688 €.

NOTE 20 - FLUX DE TRESORERIE

(en euros)

| | 2013 | 2012 |
|---|-------------------|--------------------|
| RESULTAT NET | 41 193 587 | 13 112 043 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité | | |
| * Amortissements et provisions | -2 646 | -38 954 665 |
| Capacité d'autofinancement | 41 190 940 | -25 842 622 |
| Variation sur prestataires et fournisseurs débiteurs | 196 158 | -363 449 |
| Variation sur cotisants et comptes rattachés | 428 006 | 21 398 |
| Variation des créances sur entités publiques et org. de sécurité | 4 053 776 | -42 126 |
| Variation sur autres créances | 0 | 26 055 |
| Variation sur emprunts et dettes | 0 | 0 |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés | -115 945 | -56 507 |
| Variation des dettes sur prestataires | 1 650 997 | 368 535 |
| Variation des dettes sur entités publiques et org. de sécurité sociale | 755 875 | 93 438 |
| Variation sur autres dettes | 1 956 | -17 911 |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | 6 970 824 | 29 434 |
| Flux de trésorerie généré par l'activité | 48 161 764 | -25 813 188 |
| Trésorerie d'ouverture (banque + OPCVM) | 27 686 420 | 53 499 607 |
| Trésorerie de clôture (banque + OPCVM) | 75 848 184 | 27 686 420 |
| Variation de trésorerie | 48 161 764 | -25 813 188 |

La variation de trésorerie en 2013 s'explique principalement :

- par l'excédent de 41 M€ généré au cours de l'exercice provenant de l'augmentation importante de la subvention (+64 M€) et d'une moindre évolution des charges de prestations (+25 M€)
- ainsi que par 4M€ concernant le reliquat de compensation 2012, dont le versement a eu lieu en 2013.

L'AUDIT DES COMPTES

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

FSPOEIE
Exercice clos le
31 décembre 2013

Rapport d'audit des commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations sur les comptes individuels du FSPOEIE.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations et en réponse à votre demande dans le cadre de l'audit des fonds dont la Caisse des Dépôts et Consignations assure la gestion, nous avons effectué un audit des comptes individuels du FSPOEIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière du FSPOEIE au 31 décembre 2013, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

Fait à Courbevoie et à Neuilly-sur-Seine, le 12 juin 2014

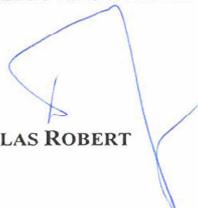
Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
AUDIT



FREDERIC TROUILLARD-MIGNEN

MAZARS



NICOLAS ROBERT